



DE BONS EMPLOIS. DES COÛTS RÉDUITS. DE MEILLEURS SOINS DE SANTÉ.

Budget des dépenses

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2027

BUDGET DES DÉPENSES DU MANITOBA DE 2026

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2027
DÉPOSÉ POUR ADOPTION
LORS DE LA TROISIÈME SESSION
DE LA QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE**

**M. ADRIEN SALA
MINISTRE DES FINANCES**

Reconnaissance territoriale

Nous reconnaissons que le Manitoba se trouve sur les territoires visés par un traité et sur les terres ancestrales des peuples anishinaabeg, anishinewuk, dakota oyate, denesuline et nehethowuk.

Nous reconnaissons que le Manitoba se situe sur le territoire national des Métis de la Rivière-Rouge.

Nous reconnaissons que le nord du Manitoba comprend des terres qui étaient et sont toujours les terres ancestrales des Inuits.

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU	5
Partie A — Fonctionnement	
Crédits législatifs et crédits	9
Coûts de fonctionnement et coûts d'immobilisations	10
État comparatif des dépenses	11
Partie B — Investissements en immobilisations	
Crédits législatifs et crédits	12
État comparatif des dépenses	13
Partie C — Prêts et garanties	
Crédits à voter	14
État comparatif des dépenses	15
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	
Crédits à voter	16
État comparatif des dépenses	17
Rubriques :	
Assemblée législative (1)	18
Conseil exécutif (2)	25
Éducation postsecondaire et Formation (44)	27
Agriculture (3)	31
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois (10)	39
Éducation et Apprentissage de la petite enfance (16)	46
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais (6)	58
Environnement et Changement climatique (12)	61
Familles (9)	68
Finances (7)	77
Santé, Aînés et Soins de longue durée (21)	86
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance (24)	104
Innovation et Nouvelles technologies (18)	111
Justice (4)	118
Travail et Immigration (11)	127
Relations avec les municipalités et le Nord (13)	131

TABLE DES MATIÈRES

Ressources naturelles et Futurités autochtones (25)	138
Commission de la fonction publique (17)	145
Prestation des services publics (8)	148
Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme (14)	156
Transport et Infrastructure (15)	161
Crédits d'autorisation (26)	170
Urgences diverses (27)	175
Allègements fiscaux (33)	177
Dette publique (31)	179

APERÇU

Le Budget des dépenses du Manitoba pour l'exercice se terminant le 31 mars 2027 donne le détail des dépenses que le gouvernement a l'intention d'engager au cours de l'exercice 2026-2027. Il énumère les crédits annuels que doit approuver l'Assemblée législative en vertu de la Loi portant affectation de crédits. Y figurent également les crédits législatifs qui ne nécessitent pas un vote de la Législature. Les notes explicatives ci-dessous sont fournies dans le but de faciliter l'examen de ce budget.

Loi annuelle portant affectation de crédits

La loi annuelle portant affectation de crédits prévoit des crédits affectés aux dépenses des ministères énoncées dans la Partie A (Fonctionnement), la Partie B (Investissements en immobilisations), la Partie C (Prêts et garanties) et la Partie D (Investissements en immobilisations des autres entités comptables). Les crédits de chaque partie sont annuels et arrivent à échéance à la fin de chaque exercice financier.

Catégories de dépenses

Partie A — Fonctionnement

Cette partie du Budget des dépenses comprend les trois catégories suivantes :

Dépenses de fonctionnement — dépenses liées à la prestation directe des programmes et services du gouvernement, y compris les salaires et les avantages sociaux, les coûts généraux de fonctionnement, les subventions et l'aide financière à d'autres entités comptables et à des tiers, et d'autres dépenses. Celles-ci comprennent les subventions en capital aux organismes, comme les municipalités, pour l'acquisition d'immobilisations qui leur appartiennent.

Dépenses législatives — dépenses qui sont couvertes automatiquement en vertu de lois, comme les dépenses pour l'Assemblée législative (y compris celles visant les hauts fonctionnaires indépendants), les indemnités et les avantages sociaux des députés, et les frais liés au service de la dette. Ces frais sont indiqués dans le Budget des dépenses par les lettres « D.L. » (dépenses législatives) dans la colonne « Rés. n° » (résolution numéro) du Budget détaillé, et constituent une dépense non votée. Ces dépenses sont incluses dans le Budget des dépenses à des fins informatives seulement. Elles ne font pas partie de la loi annuelle portant affectation de crédits ni des crédits provisoires, et sont automatiquement payées sur le Trésor.

Dépenses non votées — dépenses sans incidence sur la trésorerie, pour lesquelles aucun paiement n'est requis sur le Trésor. Ces dépenses non votées sont incluses dans le Budget des dépenses à des fins informatives. Elles ne font pas partie de la loi annuelle portant affectation de crédits ni des crédits provisoires. La mention « D.N.V. » dans la colonne « Rés. n° » du Budget détaillé représente une dépense non votée. Les dépenses non votées comprennent les catégories suivantes :

Coûts d'amortissement liés aux immobilisations — les coûts d'amortissement constituent une dépense à des fins comptables dès qu'une immobilisation est mise en service. Ils étaient auparavant affectés aux crédits de la Partie B votés lorsque l'immobilisation était construite ou acquise.

Coûts de désactualisation liés aux immobilisations — les coûts de désactualisation constituent une dépense à des fins comptables, mais ils sont rattachés à une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation qui sera nécessaire dans les années à venir, et constituent donc une dépense sans incidence sur la trésorerie lorsqu'ils sont comptabilisés.

APERÇU

Allègements fiscaux — les allègements fiscaux constituent une dépense à des fins comptables, mais ils sont reçus comme une compensation des recettes fiscales fédérales, et constituent donc une dépense sans incidence sur la trésorerie.

Frais de comptabilité — ces frais de rajustement de bilan sont approuvés par d'autres moyens et ne nécessitent pas de fonds prélevés sur le Trésor.

Partie B — Investissements en immobilisations

Cette partie correspond aux crédits pour les dépenses ministérielles d'acquisition ou d'achat annuels d'immobilisations corporelles. L'amortissement de ces immobilisations est traité au cours des années suivantes à la Partie A. Les immobilisations corporelles sont celles dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice dans lequel elles ont été acquises, construites ou développées, et qui sont destinées à être utilisées plutôt que vendues.

Partie C — Prêts et garanties

Cette partie correspond aux crédits affectés aux dépenses des ministères pour les programmes de prêts et de garanties de prêts consentis à des organismes comptables ou à des tiers. Parmi les exemples de programmes de prêts, notons le Programme manitobain d'aide aux étudiants, qui verse des prêts aux étudiants postsecondaires, les programmes de la Société des services agricoles du Manitoba, qui versent des prêts aux producteurs ou aux entreprises agricoles, et le programme de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba, qui offre des garanties de prêts aux organismes de logement sans but lucratif.

Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables

Cette partie correspond aux crédits pour les dépenses des autres entités comptables aux fins d'acquisition ou d'achat annuels d'immobilisations corporelles financés par des prêts ou des subventions du gouvernement. Les autres entités comptables comprennent les offices régionaux de la santé, les divisions scolaires, les établissements d'enseignement postsecondaire, les organismes de service spécial et les sociétés d'État. Les immobilisations corporelles sont amorties sur toute la durée de leur vie utile au-delà d'un an.

Budget des dépenses de l'exercice précédent

Le Budget des dépenses de l'exercice précédent est inclus dans les pages de sommaires et de rubriques à des fins de comparaison. Les montants de l'exercice précédent représentent les montants indiqués dans le Budget des dépenses de 2025 et ne comprennent pas de crédits supplémentaires.

Afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, il peut être nécessaire de rajuster les chiffres du Budget des dépenses de l'exercice précédent. Cet ajustement permet de tenir compte des changements apportés à l'organisation du gouvernement ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison.

APERÇU

Autorisations de dépenser supplémentaires

L'Assemblée législative approuve les crédits du Budget des dépenses principal par numéros de résolutions (« Rés. n° » dans le Budget détaillé). L'autorisation de dépenser ne peut pas être transférée entre les rubriques, sauf s'il s'agit de transferts à partir des crédits que mentionne la rubrique intitulée « Crédits d'autorisation ».

Si des dépenses supplémentaires sont nécessaires à cause de circonstances imprévues, le gouvernement doit déposer un Budget des dépenses supplémentaire et une loi portant affectation supplémentaire de crédits quand l'Assemblée siège, ou obtenir l'autorisation de faire ces dépenses par mandat spécial si l'Assemblée ne siège pas ou qu'elle a suspendu ses travaux pendant au moins dix jours. Tout Budget des dépenses supplémentaire fait partie du total des dépenses votées pour cet exercice.

Crédits d'autorisation et urgences diverses

En plus des ministères, le Budget comprend des rubriques séparées pour les crédits se rapportant à des programmes qui sont administrés par plusieurs ministères lorsqu'il est important de connaître le montant total accordé à chacun de ces programmes ou lorsque la répartition des fonds entre les divers ministères n'est pas encore déterminée au moment de l'impression du Budget des dépenses. Dans certains cas, le ministre des Finances affecte des fonds aux ministères à partir des crédits d'autorisation, selon le besoin. Dans d'autres cas, les ministères ont le pouvoir d'imputer directement à la rubrique ad hoc les dépenses autorisées.

Recouvrements

Pour assurer une plus grande transparence des transactions interministérielles lorsqu'une affectation de crédits dans un ministère a une incidence sur une affectation dans un autre ministère, le Budget des dépenses indique le coût de fonctionnement total des différents programmes en répartissant les frais généraux parmi ces programmes. Les recouvrements des coûts comprennent les dépenses pour les assurances, les subventions tenant lieu de taxes et certains avantages sociaux. Le recouvrement des coûts figure dans un sous-poste intitulé « Moins : Somme récupérable d'autres postes » ou est indiqué comme faisant partie d'une autorisation de recouvrement dans un sous-poste. Cela signifie qu'une partie ou la totalité des coûts du programme sont récupérés auprès d'autres programmes par imputation au ministère en question ou à d'autres ministères. Les sommes récupérées pour les services fournis dans le cadre de programmes ne relevant pas des ministères figurent dans les recettes.

APERÇU

Organismes de service spécial

Les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe en matière de résultats d'exploitation. Ils peuvent offrir des services directement au public, des services internes au gouvernement pour ses opérations ou encore des programmes de réglementation et d'exécution des lois. Les organismes de service spécial sont créés par règlement et fonctionnent en vertu d'une charte ayant reçu l'approbation du ministre des Finances. Le financement du fonctionnement des organismes de service spécial n'est normalement pas prévu dans le Budget des dépenses annuel, car ils s'autofinancent généralement à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent. Même si les organismes de service spécial peuvent se voir accorder des prêts de la partie D pour des acquisitions d'immobilisations, chacun de ces organismes figure dans les dépenses du ministère dont il relève.

Documents budgétaires supplémentaires

Le budget complémentaire produit par chaque ministère et déposé à l'Assemblée législative avant la tenue des séances du Comité des subsides donne de plus amples renseignements sur les dépenses prévues.

Obligation redditionnelle des ministères

Le Budget des dépenses reflète la retenue de 20 % du traitement des ministres prévue dans la Loi sur la responsabilité financière et la protection des contribuables.

**PARTIE A — FONCTIONNEMENT
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS**

	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	2 220 555	1,9	2 179 449
Total des crédits à voter	20 848 267	6,3	19 620 754
Total des dépenses non votées	637 279	6,0	601 419
Total de la Partie A — Fonctionnement	23 706 101	5,8	22 401 622

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	DÉPENSES NON VOTÉES	TOTAL
Partie A — Fonctionnement				
Budget des dépenses publié de 2025-2026.	2 179 449	19 611 654	601 419	22 392 522
Transfert allant à :				
- Recettes	-	9 100	-	9 100
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	<u>2 179 449</u>	<u>19 620 754</u>	<u>601 419</u>	<u>22 401 622</u>

PARTIE A — FONCTIONNEMENT
COÛTS DE FONCTIONNEMENT ET COÛTS D'IMMOBILISATIONS

	(milliers de \$)		<u>COÛTS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS*</u>		
	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SUBVENTIONS EN CAPITAL	ACTIF GÉNÉRAL	INFRASTRUCTURE	TOTAL
Assemblée législative					
• Dépenses législatives	27 032	-	-	-	27 032
• Autres crédits	41 774	-	177	-	41 951
Conseil exécutif	4 090	-	-	-	4 090
Éducation postsecondaire et Formation	1 014 776	-	188	-	1 014 964
Agriculture	232 613	2 095	1 175	-	235 883
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois	199 462	-	665	-	200 127
Éducation et Apprentissage de la petite enfance . .	2 539 534	199 125	58	-	2 738 717
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	39 876	-	-	-	39 876
Environnement et Changement climatique	120 942	-	1 690	8 072	130 704
Familles	2 280 864	-	102	-	2 280 966
Finances	74 683	-	337	-	75 020
Santé, Aînés et Soins de longue durée	9 709 082	296 499	289	-	10 005 870
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance	755 209	820	-	-	756 029
Innovation et Nouvelles technologies	121 312	-	10 828	-	132 140
Justice	921 313	-	2 589	-	923 902
Travail et Immigration	40 191	-	-	-	40 191
Relations avec les municipalités et le Nord	623 300	171 497	11 190	-	805 987
Ressources naturelles et Futurités autochtones .	143 603	-	9 132	365	153 100
Commission de la fonction publique	31 739	-	-	-	31 739
Prestation des services publics	188 356	-	46 361	-	234 717
Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme	94 765	-	10	-	94 775
Transport et Infrastructure	215 925	-	7 575	326 945	550 445
Crédits d'autorisation	270 628	-	-	-	270 628
Urgences diverses	50 000	-	-	-	50 000
Allègements fiscaux					
• Dépenses législatives	75 500	-	-	-	75 500
• Autres crédits	673 725	-	-	-	673 725
Dette publique (dépenses législatives)	2 118 023	-	-	-	2 118 023
Total de la Partie A — Fonctionnement	22 608 317	670 036	92 366	335 382	23 706 101

* Comprend les coûts d'amortissement liés aux immobilisations corporelles déjà acquises et à celles qui seront acquises pendant l'exercice 2026-2027.

**PARTIE A — FONCTIONNEMENT
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES**

	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)
Assemblée législative			
• Dépenses législatives	27 032	14,9	23 535
• Autres crédits	41 951	3,4	40 565
Conseil exécutif	4 090	-	4 088
Éducation postsecondaire et Formation	1 014 964	2,7	988 501
Agriculture	235 883	3,0	228 925
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois	200 127	6,9	187 260
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	2 738 717	4,1	2 631 089
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	39 876	37,0	29 101
Environnement et Changement climatique	130 704	11,4	117 321
Familles	2 280 966	2,2	2 231 563
Finances	75 020	3,4	72 582
Santé, Aînés et Soins de longue durée	10 005 870	10,6	9 045 068
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance	756 029	(0,7)	761 308
Innovation et Nouvelles technologies	132 140	(33,1)	197 463
Justice	923 902	4,4	884 903
Travail et Immigration	40 191	2,1	39 352
Relations avec les municipalités et le Nord	805 987	6,5	756 846
Ressources naturelles et Futurités autochtones	153 100	4,3	146 828
Commission de la fonction publique	31 739	3,0	30 803
Prestation des services publics	234 717	10,5	212 477
Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme	94 775	2,7	92 266
Transport et Infrastructure	550 445	0,3	549 047
Crédits d'autorisation	270 628	(12,0)	307 482
Urgences diverses	50 000	-	50 000
Allègements fiscaux			
• Dépenses législatives	75 500	18,9	63 500
• Autres crédits	673 725	9,1	617 335
Dette publique (dépenses législatives)	2 118 023	1,2	2 092 414
Total de la Partie A — Fonctionnement	23 706 101	5,8	22 401 622

**PARTIE B — INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS**

	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	10 000	-	10 000
Total des investissements en immobilisations à voter	961 945	7,7	893 116
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	971 945	7,6	903 116

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie B — Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2025-2026	10 000	893 116	903 116
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	10 000	893 116	903 116

PARTIE B — INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES

	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)
Assemblée législative	-	-	1 986
Agriculture.	2 600	3,5	2 511
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois	570	-	570
Éducation et Apprentissage de la petite enfance.	105 000	408,1	20 665
Environnement et Changement climatique.	10 200	0,7	10 130
Innovation et Nouvelles technologies	5 200	-	5 200
Justice.	2 700	1,2	2 667
Relations avec les municipalités et le Nord.	1 600	5,8	1 512
Ressources naturelles et Futurités autochtones.	7 500	0,6	7 454
Prestation des services publics	90 000	(14,6)	105 421
Transport et Infrastructure	605 250	1,7	595 000
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)	141 325	(5,8)	150 000
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	971 945	7,6	903 116

**PARTIE C — PRÊTS ET GARANTIES
CRÉDITS À VOTER**

	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
Total des prêts et des garanties à voter.	<u>928 678</u>	(1,2)	<u>939 628</u>
Total de la Partie C — Prêts et garanties	<u>928 678</u>	(1,2)	<u>939 628</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie C — Prêts et garanties			
Budget des dépenses publié de 2025-2026.	-	939 628	939 628
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	-	939 628	939 628

PARTIE C — PRÊTS ET GARANTIES
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES

	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)
Éducation postsecondaire et Formation	132 048	9,6	120 498
Agriculture.	247 430	-	247 430
Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois.	60 000	-	60 000
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance	21 700	44,7	15 000
Relations avec les municipalités et le Nord.	75 000	(28,0)	104 200
Ressources naturelles et Futurités autochtones	67 500	-	67 500
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)	325 000	-	325 000
Total de la Partie C — Prêts et garanties	928 678	(1,2)	939 628

**PARTIE D — INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DES AUTRES ENTITÉS COMPTABLES
CRÉDITS À VOTER**

	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
Total des investissements en immobilisations des autres entités comptables à voter	<u>2 138 765</u>	51,8	<u>1 408 835</u>
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	<u>2 138 765</u>	51,8	<u>1 408 835</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Budget des dépenses publié de 2025-2026	-	1 408 835	1 408 835
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	-	1 408 835	1 408 835

PARTIE D — INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DES AUTRES ENTITÉS COMPTABLES
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES

	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)
Éducation postsecondaire et Formation	42 500	-	42 500
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	95 500	(45,2)	174 335
Finances	561 000	111,7	265 000
Santé, Aînés et Soins de longue durée	535 000	(2,7)	550 000
Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance	78 000	-	78 000
Relations avec les municipalités et le Nord	50 000	-	50 000
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation)	776 765	212,0	249 000
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	2 138 765	51,8	1 408 835

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1)			
Partie A — Fonctionnement (dépenses législatives)			
1. Indemnités (dépenses législatives)	7 324	2,8	7 127
2. Prestations de retraite (dépenses législatives)	3 394	0,1	3 390
3. Dépenses des députés (dépenses législatives)	11 814	2,6	11 518
4. Financement des élections (dépenses législatives)	4 500	200,0	1 500
Sous-total	27 032	14,9	23 535
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
5. Autres dépenses de l'Assemblée	13 912	4,1	13 364
6. Bureau du vérificateur général	8 885	3,4	8 592
7. Bureau de l'ombudsman	6 155	6,0	5 808
8. Bureau du directeur général des élections	3 074	2,0	3 015
9. Bureau du protecteur des enfants et des jeunes	7 667	(10,1)	8 530
10. Bureau du commissaire à l'éthique, du registraire des lobbyistes et de l'arbitre en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée ..	674	1,8	662
11. Bureau du protecteur des aînés	1 407	181,4	500
Sous-total	41 774	3,2	40 471
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
12. Coûts liés aux immobilisations	177	88,3	94
Total de la Partie A — Fonctionnement	68 983	7,6	64 100
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	41 774	3,2	40 471
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	41 774	3,2	40 471
Dépenses législatives	27 032	14,9	23 535
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	177	88,3	94
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	68 983	7,6	64 100

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
---------	--------------------------------------	---	--------------------------------

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite

Partie B — Investissements en immobilisations

1. Immobilisations			
Actif général	-	-	1 986
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	-	-	1 986

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	63 600
Transfert venant de :	
- Crédits d'autorisation	500
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	64 100

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
Partie A — Fonctionnement				
D.L.	1.	Indemnités (dépenses législatives)	7 324	7 127
		Indemnités et avantages sociaux des députés.		
	a)	Députés		
	1)	Salaires et avantages sociaux	6 402	6 230
	b)	Indemnités supplémentaires		
	1)	Salaires et avantages sociaux	288	280
	c)	Cotisation de l'employeur pour les avantages sociaux des députés		
	1)	Salaires et avantages sociaux	634	617
D.L.	2.	Prestations de retraite (dépenses législatives)	3 394	3 390
		Prestations de retraite des députés; cotisations de contrepartie au régime enregistré d'épargne-retraite des députés.		
	a)	Prestations de retraite et remboursements		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 378	3 382
	b)	Régime enregistré d'épargne-retraite		
	1)	Salaires et avantages sociaux	16	8
D.L.	3.	Dépenses des députés (dépenses législatives)	11 814	11 518
		Remboursement des dépenses des députés liées à leurs fonctions et devoirs spéciaux.		
	a)	Dépenses de circonscription		
	1)	Autres dépenses	3 813	3 713
	b)	Loyer des bureaux de circonscription		
	1)	Autres dépenses	1 848	1 799
	c)	Résidence temporaire et indemnité de séjour		
	1)	Autres dépenses	557	546
	d)	Indemnité de transport quotidien		
	1)	Autres dépenses	8	8
	e)	Indemnité de déplacement		
	1)	Autres dépenses	813	788
	f)	Allocation relative aux besoins spéciaux et au fonctionnement		
	1)	Autres dépenses	217	213

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
		g) Impression et affranchissement		
		1) Autres dépenses	500	500
		h) Dépenses des comités		
		1) Autres dépenses	5	5
		i) Adjoints de circonscription		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 053	3 946
D.L.	4.	Financement des élections (dépenses législatives)	4 500	1 500
		Paiement des dépenses électorales pour les élections partielles et les élections générales dans la province. Soutien à la commission indépendante qui revoit les limites des circonscriptions tous les dix ans, conformément à la Loi sur les circonscriptions électorales.		
		a) Dépenses aux termes de la Loi électorale		
		1) Autres dépenses	4 360	1 415
		b) Dépenses aux termes de la Loi sur le financement des élections		
		1) Autres dépenses	140	85
1.1	5.	Autres dépenses de l'Assemblée	13 912	13 364
		Soutien administratif de l'Assemblée législative.		
		a) Dépenses de l'Assemblée		
		1) Salaires et avantages sociaux	11 002	10 500
		2) Autres dépenses	2 910	2 864
		Sous-total a)	13 912	13 364
1.2	6.	Bureau du vérificateur général.	8 885	8 592
		Audit indépendant des comptes du Trésor et de divers comités, commissions et organismes gouvernementaux, et présentation des résultats de ce travail en conformité avec les dispositions de la Loi sur le vérificateur général.		
		a) Bureau du vérificateur général		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 404	7 112
		2) Autres dépenses	1 481	1 480
		Sous-total a)	8 885	8 592

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.3	7.	Bureau de l'ombudsman.....	6 155	5 808
		Reçoit des plaintes et fait enquête conformément à la Loi sur l'ombudsman, à la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et à la Loi sur les renseignements médicaux personnels, ainsi que pour les divulgations d'actes répréhensibles reçues en vertu de la Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles). Redresse les torts subis lorsque la plainte est légitime et le redressement possible. Étudie les questions relatives à la protection de la vie privée et à la confidentialité des renseignements personnels.		
	a)	Bureau de l'ombudsman		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 065	4 754
		2) Autres dépenses	1 090	1 054
		Sous-total a)	6 155	5 808
1.4	8.	Bureau du directeur général des élections.....	3 074	3 015
		Conformément à la Loi électorale, le Bureau est chargé d'inscrire les électeurs, de superviser les élections et de produire les rapports exigés. Conformément à la Loi sur le financement des élections, il veille à ce que, chaque année et à chaque élection, les partis politiques, les candidats et les associations de circonscription se conforment aux dispositions de la Loi et communiquent les renseignements obligatoires.		
	a)	Bureau du directeur général des élections		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 723	2 664
		2) Autres dépenses	351	351
		Sous-total a)	3 074	3 015
1.5	9.	Bureau du protecteur des enfants et des jeunes.....	7 667	8 530
		Le protecteur des enfants et des jeunes représente les droits, les intérêts et les opinions des enfants et des jeunes de l'ensemble du Manitoba qui reçoivent ou qui ont le droit de recevoir les services désignés ou sujets à examen aux termes de la Loi sur le protecteur des enfants et des jeunes. En vertu de la Loi, le protecteur est chargé d'examiner des cas et d'enquêter sur ceux-ci, de présenter des recommandations officielles et de dresser des rapports publics portant sur toute question régie par la Loi sur le protecteur des enfants et des jeunes relativement au bien-être et aux intérêts des enfants et des jeunes du Manitoba.		
	a)	Bureau du protecteur des enfants et des jeunes		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 014	5 857
		2) Autres dépenses	1 653	2 673
		Sous-total a)	7 667	8 530

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.6	10.	Bureau du commissaire à l'éthique, du registraire des lobbyistes et de l'arbitre en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée Le rôle du commissaire à l'éthique est de faire mieux connaître aux députés et aux anciens députés de l'Assemblée législative leurs obligations sous le régime de la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des ministres. Il enquête également sur les manquements présumés à la Loi et transmet des rapports d'enquête à l'Assemblée législative. Le Bureau du registraire des lobbyistes assure des activités de lobbyisme transparentes et éthiques en veillant à l'application de la Loi sur l'inscription des lobbyistes. Le Bureau est notamment responsable de tenir un registre consultable des renseignements communiqués par les lobbyistes, d'éduquer les parties prenantes et de vérifier que les lobbyistes se conforment aux exigences provinciales. Le rôle de l'arbitre en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée consiste à résoudre des situations où un organisme public refuse d'accepter la recommandation de l'ombudsman faite en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et de la Loi sur les renseignements médicaux personnels. a) Bureau du commissaire à l'éthique, du registraire des lobbyistes et de l'arbitre en matière d'accès à l'information et de protection de la vie privée 1) Salaires et avantages sociaux 2) Autres dépenses Sous-total a)	674	662
1.7	11.	Bureau du protecteur des aînés Le protecteur des aînés représente les droits, les intérêts et les points de vue des personnes âgées (65 ans et plus) au Manitoba. En vertu de la loi, il est chargé de relever, d'examiner et d'analyser les problèmes ou les préoccupations systémiques relativement au bien-être, à la qualité de vie et à l'indépendance des personnes âgées, et de formuler des recommandations à leur sujet. a) Bureau du protecteur des aînés 1) Salaires et avantages sociaux 2) Autres dépenses Sous-total a)	1 407	500
			918	313
			489	187
			1 407	500

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
D.N.V.	12.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	177	94
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	177	94
Partie B — Investissements en immobilisations				
1.8	1.	Immobilisations	-	1 986
		Améliorations locatives des locaux loués.		
	a)	Actif général	-	1 986

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
CONSEIL EXÉCUTIF (2)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration	4 090	-	4 088
Total de la Partie A — Fonctionnement	4 090	-	4 088
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	4 090	-	4 088
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	4 090	-	4 088
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	4 090	-	4 088

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	3 634
Transfert venant de :	
- Finances	121
- Crédits d'autorisation	527
Transfert allant à :	
- Finances	(194)
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	4 088

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
CONSEIL EXÉCUTIF (2), suite				
Partie A — Fonctionnement				
2.1	1.	Administration	4 090	4 088
		Rémunération des cadres supérieurs et soutien du Cabinet du premier ministre, fonctionnement du Conseil exécutif et bureaux ministériels régionaux.		
	a)	Traitement du premier ministre et du président du Conseil exécutif		
	1)	Salaires et avantages sociaux	75	73
	b)	Direction et administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 754	3 754
	2)	Autres dépenses	261	261
		Sous-total b)	4 015	4 015

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE ET FORMATION (44)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration	4 228	3,9	4 071
2. Éducation postsecondaire.....	912 552	2,4	890 984
3. Accès et réussite des étudiants	97 996	5,3	93 070
Sous-total	1 014 776	2,7	988 125
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
4. Coûts liés aux immobilisations.....	188	(50,0)	376
Total de la Partie A — Fonctionnement	1 014 964	2,7	988 501
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	1 014 776	2,7	988 125
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	1 014 776	2,7	988 125
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	188	(50,0)	376
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	1 014 964	2,7	988 501
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	132 048	9,6	120 498
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	42 500	-	42 500

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE ET FORMATION (44), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			997 955
Transfert venant de :			
- Crédits d'autorisation			4 500
Transfert allant à :			
- Innovation et Nouvelles technologies			<u>(13 954)</u>
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u><u>988 501</u></u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE ET FORMATION (44), suite				
Partie A — Fonctionnement				
44.1	1.	Administration	4 228	4 071
		Direction, analyse, prestation de conseils stratégiques, coordination et aide relativement aux principales priorités stratégiques, ainsi que fourniture de services financiers dans le but d'aider le ministère et les organismes associés à réaliser leurs mandats.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 120	1 035
		2) Autres dépenses	83	83
		Sous-total b)	1 203	1 118
	c)	Finances et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 281	1 208
		2) Autres dépenses	92	92
		Sous-total c)	1 373	1 300
	d)	Politiques et performance		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 335	1 337
		2) Autres dépenses	268	268
		Sous-total d)	1 603	1 605
44.2	2.	Éducation postsecondaire	912 552	890 984
		Fourniture de services d'orientation, de financement ou de surveillance réglementaire aux universités et aux collèges publics, aux établissements religieux privés et aux établissements d'enseignement professionnels privés du Manitoba afin d'obtenir des résultats positifs pour les élèves, les collectivités et l'économie. Durabilité, gestion financière saine et obligation redditionnelle du système d'éducation postsecondaire, lequel offre des programmes qui cadrent avec les besoins de la main-d'œuvre.		
	a)	Éducation postsecondaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 800	2 715
		2) Autres dépenses	574	574
		3) Subventions	898 678	877 195
		Sous-total a)	902 052	880 484
	b)	Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba		
		1) Subventions	10 500	10 500

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE ET FORMATION (44), suite				
44.3	3.	Accès et réussite des étudiants	97 996	93 070
		Aide les apprenants à atteindre leurs objectifs grâce à des programmes d’alphabétisation et d’apprentissage pour adultes de haute qualité et à du soutien financier pour les études postsecondaires. Veille à ce que la population du Manitoba dispose des compétences et des ressources nécessaires pour poursuivre un cheminement scolaire, trouver un emploi, participer à la collectivité et contribuer à une économie florissante.		
	a)	Accès et réussite des étudiants		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 072	4 872
		2) Autres dépenses	1 803	1 774
		3) Subventions	46 849	46 149
		Sous-total a)	53 724	52 795
	b)	Administration des prêts étudiants		
		1) Autres dépenses	44 272	40 275
D.N.V.	4.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	188	376
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	188	376
Partie C — Prêts et garanties				
44.4	44.	Programmes de prêts et de garanties	132 048	120 498
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d’immobilisations et d’exploitation non budgétaires.		
	a)	Aide aux étudiants du Manitoba	132 048	120 498
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
44.5	44.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables	42 500	42 500
		Développement ou mise à niveau de l’infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l’information.		
	a)	Établissements d’enseignement postsecondaire	42 500	42 500

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
AGRICULTURE (3)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services financiers et administratifs	4 618	4,5	4 419
2. Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu . . .	171 798	2,7	167 279
3. Promotion de l'industrie	25 984	4,1	24 952
4. Production, innovation et résilience agricoles	17 369	4,4	16 641
5. Plans, politiques et programmes stratégiques	14 939	3,1	14 493
Sous-total	234 708	3,0	227 784
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	1 175	3,0	1 141
Total de la Partie A — Fonctionnement	235 883	3,0	228 925
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	232 613	3,1	225 689
Subventions en capital	2 095	-	2 095
Total des crédits à voter	234 708	3,0	227 784
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 175	3,0	1 141
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	235 883	3,0	228 925
Partie B — Investissements en immobilisations			
3. Immobilisations			
Actif général	2 600	3,5	2 511
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	2 600	3,5	2 511
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	247 430	-	247 430

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
AGRICULTURE (3), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			228 975
Transfert allant à :			
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			(50)
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>228 925</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
Partie A — Fonctionnement				
3.1	1.	Services financiers et administratifs	4 618	4 419
		Haute direction, planification et fonction de contrôle des politiques, des programmes et des ressources du ministère. Prestation de services centraux d'établissement de rapports administratifs et financiers pour le ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 136	1 112
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	1 216	1 192
	c)	Planification et communication financières		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 828	1 704
		2) Autres dépenses	259	259
		Sous-total c)	2 087	1 963
	d)	Contrôle financier		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 061	1 011
		2) Autres dépenses	155	155
		3) Subventions	50	50
		Sous-total d)	1 266	1 216

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
3.2	2.	Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu. <i>Société des services agricoles du Manitoba</i> : favorise la durabilité, le développement et la diversification de l'agriculture au Manitoba grâce à l'offre d'assurances uniques, de prêts ciblés et de services agricoles. <i>Gestion des risques de l'entreprise agricole</i> : verse la contribution du Manitoba dans le cadre de programmes de gestion des risques qui ont pour but d'aider les agriculteurs à gérer des risques financiers importants pour leur exploitation agricole. Les prévisions des dépenses pour l'Agri-protection sont établies à l'aide de méthodes actuarielles, tandis que celles pour l'Agri-stabilité et l'Agri-investissement sont établies à l'aide de modèles prévisionnels tenant compte de la participation aux programmes, de l'économie mondiale et des variables relatives au revenu agricole. <i>Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles</i> : offre un remboursement de la taxe scolaire appliquée aux terres agricoles.	171 798	167 279
	a)	Administration de la Société des services agricoles du Manitoba et coûts liés aux prêts		
	1)	Subventions	18 857	17 877
	b)	Programme Agri-protection		
	1)	Subventions	71 755	75 636
	c)	Indemnisation des dommages causés par la faune		
	1)	Subventions	7 777	6 976
	d)	Moins les sommes récupérables d'autres postes : Intérêt lié aux prêts		
	1)	Subventions	(14 400)	(14 400)
	e)	Agri-stabilité		
	1)	Subventions	45 672	42 184
	f)	Agri-investissement		
	1)	Subventions	18 539	15 966
	g)	Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles		
	1)	Subventions	23 598	23 040

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
3.3	3.	Promotion de l'industrie	25 984	24 952
		Soutient la croissance durable, l'accès au marché ainsi que la résilience des industries agricoles et agroalimentaires; favorise la santé et le bien-être des animaux ainsi que la salubrité des aliments grâce à des programmes, des services et des activités réglementaires basés sur des données probantes.		
	a)	Développement de l'industrie		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 812	2 768
		2) Autres dépenses	487	487
		3) Subventions	1 842	1 532
		Sous-total a)	5 141	4 787
	b)	Valeur ajoutée		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 413	2 328
		2) Autres dépenses	1 190	1 187
		Sous-total b)	3 603	3 515
	c)	Salubrité et inspection des aliments		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 150	3 101
		2) Autres dépenses	541	525
		Sous-total c)	3 691	3 626
	d)	Santé et bien-être des animaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 913	7 496
		2) Autres dépenses	5 215	5 007
		3) Subventions	421	521
		Sous-total d)	13 549	13 024

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
3.4	4.	Production, innovation et résilience agricoles	17 369	16 641
		Favorise les écosystèmes agricoles résilients et la production durable de cultures et de bétail grâce à l'innovation, à la programmation et à la vulgarisation axées sur la science afin de faire face aux principaux défis et de saisir les occasions dans le secteur agricole.		
	a)	Agriculture durable		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 637	3 369
		2) Autres dépenses	1 080	1 080
		Sous-total a)	4 717	4 449
	b)	Production agricole		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 134	3 921
		2) Autres dépenses	726	726
		Sous-total b)	4 860	4 647
	c)	Science, innovation et vulgarisation		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 106	3 862
		2) Autres dépenses	1 340	1 337
		3) Subventions	346	346
		Sous-total c)	5 792	5 545
	d)	Programme d'encouragement à l'agriculture durable		
		1) Subventions	2 000	2 000

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
3.5	5.	Plans, politiques et programmes stratégiques	14 939	14 493
		Dirige l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et de politiques qui contribuent à un environnement propice à la compétitivité, à l'adaptabilité, à la durabilité et à la confiance du public à l'égard du secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agricoles du Manitoba.		
	a)	Politiques et mesures législatives		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 297	3 138
		2) Autres dépenses	656	656
		3) Subventions	1 119	1 119
		Sous-total a)	5 072	4 913
	b)	Analyse stratégique et soutien aux systèmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 286	3 137
		2) Autres dépenses	563	509
		Sous-total b)	3 849	3 646
	c)	Services à la clientèle et administration des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 665	2 584
		2) Autres dépenses	353	350
		3) Subventions	3 000	3 000
		Sous-total c)	6 018	5 934

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	1 175	1 141
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	1 175	1 141
<hr/>				
Partie B — Investissements en immobilisations				
3.6	3.	Immobilisations	2 600	2 511
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	2 600	2 511
<hr/>				
Partie C — Prêts et garanties				
3.7	3.	Programmes de prêts et de garanties	247 430	247 430
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Société des services agricoles du Manitoba	247 430	247 430

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	6 272	6,3	5 900
2. Investissement et commerce	34 090	0,7	33 856
3. Développement et formation de la main-d'œuvre.....	145 161	9,7	132 357
4. Minéraux, pétrole et géoscience	13 939	2,7	13 570
Sous-total	199 462	7,4	185 683
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations.....	665	(57,8)	1 577
Total de la Partie A — Fonctionnement	200 127	6,9	187 260
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	199 462	7,4	185 683
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	199 462	7,4	185 683
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	665	(57,8)	1 577
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	200 127	6,9	187 260
Partie B — Investissements en immobilisations			
10. Immobilisations			
Actif général	570	-	570
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	570	-	570
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	60 000	-	60 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------	---	--------------------------------

AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	188 823
Transfert allant à :	
- Innovation et Nouvelles technologies	(1 563)
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	187 260

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
Partie A — Fonctionnement				
10.1	1.	Administration et finances	6 272	5 900
		Direction et coordination en ce qui a trait à la planification stratégique, aux services ministériels et à l'élaboration de lois et de règlements, et prestation de services financiers et de technologies de l'information dans le but d'aider le ministère et les organismes connexes.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	887	905
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	960	978
	c)	Finances et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 586	4 392
		2) Autres dépenses	677	482
		Sous-total c)	5 263	4 874

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
10.2	2.	Investissement et commerce	34 090	33 856
		Direction des efforts du Manitoba visant à renforcer l'économie provinciale en attirant des investissements stratégiques et en favorisant la croissance des entreprises, l'expansion commerciale et le développement des exportations. Consolidation de la position du Manitoba en exploitant les données sectorielles et relatives aux marchés dans le but de cibler les investissements stratégiques et de faire croître les marchés d'exportation. Promotion d'un environnement d'affaires concurrentiel grâce à la collaboration avec les parties prenantes, aux partenariats et à l'inclusion, tout en soutenant les petites et les moyennes entreprises et en favorisant le développement économique régional et la réconciliation économique.		
	a)	Programmes économiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 175	1 082
		2) Autres dépenses	6 387	5 085
		3) Subventions	27 601	27 601
		Sous-total avant les sommes récupérées	35 163	33 768
		4) Autres dépenses	(4 919)	(3 542)
		Total des sommes récupérées	(4 919)	(3 542)
		Sous-total a)	30 244	30 226
	b)	Possibilités économiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 428	2 212
		2) Autres dépenses	1 418	1 418
		Sous-total b)	3 846	3 630

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
10.3	3.	Développement et formation de la main-d'œuvre	145 161	132 357
		La Division aide la population du Manitoba à se préparer à un emploi durable et à faire la transition vers celui-ci grâce à des programmes de développement de la main-d'œuvre et à des partenariats avec l'industrie. Elle collabore avec les employeurs, les groupes sectoriels, les établissements d'enseignement, les fournisseurs de formation et les organismes communautaires pour renforcer l'économie du Manitoba en développant une main-d'œuvre qualifiée et en soutenant la croissance commerciale et la productivité. Elle offre de la formation ciblée, des voies de reconnaissance professionnelle et des services d'emploi adaptés aux besoins changeants du marché du travail.		
	a)	Services d'emploi et de formation professionnelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	16 174	15 530
		2) Autres dépenses	2 452	2 352
		3) Aide financière	70 475	64 115
		Sous-total a)	89 101	81 997
	b)	Aides à la formation dans les entreprises et l'industrie		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 124	1 101
		2) Autres dépenses	109	109
		3) Aide financière	23 804	25 872
		Sous-total b)	25 037	27 082
	c)	Apprentissage Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 258	4 622
		2) Autres dépenses	1 008	1 008
		3) Subventions	400	400
		4) Aide financière	21 542	14 542
		Sous-total c)	28 208	20 572
	d)	Politique économique et marché du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 498	2 389
		2) Autres dépenses	317	317
		Sous-total d)	2 815	2 706

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
10.4	4.	Minéraux, pétrole et géoscience	13 939	13 570
		Soutient le développement responsable des ressources minières, pétrolières et gazières, ainsi que de la production d'agrégats au Manitoba, et offre des services de développement des affaires visant à accroître l'exploration et les investissements dans le secteur des ressources naturelles du Manitoba.		
	a)	Services géologiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 348	3 252
		2) Autres dépenses	1 962	1 962
		Sous-total a)	5 310	5 214
	b)	Mines, pétrole et gaz		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 788	3 464
		2) Autres dépenses	1 969	2 029
		Sous-total b)	5 757	5 493
	c)	Développement des affaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 403	1 331
		2) Autres dépenses	229	229
		3) Subventions	-	100
		Sous-total c)	1 632	1 660
	d)	Consultation et mobilisation		
		1) Salaires et avantages sociaux	370	333
		2) Autres dépenses	870	870
		Sous-total d)	1 240	1 203

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
AFFAIRES, MINES, COMMERCE ET CRÉATION D'EMPLOIS (10), suite				
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	665	1 577
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	665	1 577
<hr/>				
Partie B — Investissements en immobilisations				
10.5	10.	Immobilisations	570	570
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel et d'amélioration des bâtiments.		
	a)	Actif général	570	570
<hr/>				
Partie C — Prêts et garanties				
10.6	10.	Programmes de prêts et de garanties	60 000	60 000
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Société de développement du Manitoba	60 000	60 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	3 081	5,0	2 934
2. Réussite scolaire et inclusion	31 096	0,5	30 932
3. Bureau de l'éducation française	14 747	2,3	14 411
4. Excellence autochtone en éducation	5 931	2,6	5 779
5. Rendement et obligation redditionnelle	11 232	2,2	10 992
6. Soutien aux écoles	1 941 109	3,6	1 873 920
7. Services ministériels	5 208	5,9	4 917
8. Apprentissage et garde des jeunes enfants	527 130	3,9	507 570
9. Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables	199 125	10,9	179 576
Sous-total	2 738 659	4,1	2 631 031
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
10. Coûts liés aux immobilisations	58	-	58
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 738 717	4,1	2 631 089
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	2 539 534	3,6	2 451 455
Subventions en capital	199 125	10,9	179 576
Total des crédits à voter	2 738 659	4,1	2 631 031
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	58	-	58
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 738 717	4,1	2 631 089
Partie B — Investissements en immobilisations			
16. Immobilisations			
Actif général	665	-	665
Infrastructure	104 335	421,7	20 000
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	105 000	408,1	20 665

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite			
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	95 500	(45,2)	174 335

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	2 626 889
Transfert venant de :	
- Crédits d'autorisation	4 200
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	<u>2 631 089</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
Partie A — Fonctionnement				
16.1	1.	Administration et finances	3 081	2 934
		Haute direction, planification et soutien administratif pour le ministère, y compris l'orientation des politiques et des programmes, le contrôle financier central, et l'administration et le soutien financiers.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	913	887
		2) Autres dépenses	134	134
		Sous-total b)	1 047	1 021
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 741	1 706
		2) Autres dépenses	244	159
		Sous-total c)	1 985	1 865

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.2	2.	Réussite scolaire et inclusion	31 096	30 932
		La Division de la réussite scolaire et de l'inclusion assure la direction des programmes scolaires d'anglais et d'études technologiques au secondaire dans le système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année du Manitoba. Adhérant à la philosophie d'inclusion du Manitoba, la Division dirige les efforts d'amélioration continue en procédant aux activités de recherche, d'élaboration, de surveillance et d'analyse touchant les programmes d'études provinciaux, les évaluations, les politiques et les normes afin d'assurer l'excellence en enseignement et en leadership. La Division est aussi chargée de la reddition de comptes du système en surveillant la réussite et le bien-être de tous les élèves, notamment les élèves ayant différents besoins éducatifs, et en établissant des rapports à cet égard, ainsi qu'en élaborant et en assurant le suivi des lignes directrices en matière de planification et de reddition de comptes auxquelles sont assujetties les divisions scolaires au sein du Cadre pour l'amélioration continue de la maternelle à la 12 ^e année. Elle établit et maintient des partenariats avec des organismes externes afin de soutenir l'apprentissage professionnel, et collabore avec des partenaires de la petite enfance et de l'éducation postsecondaire pour renforcer les liens et accompagner les élèves et les familles pendant leur cheminement scolaire de la maternelle à la 12 ^e année, et au-delà.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	545	542
		2) Autres dépenses	141	141
		Sous-total a)	686	683
	b)	Manitoba School for the Deaf		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 402	3 402
		2) Autres dépenses	281	281
		3) Aide financière	80	80
		Sous-total b)	3 763	3 763

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
	c)	Apprentissage et résultats		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 355	3 991
		2) Autres dépenses	5 934	5 934
		3) Subventions	259	395
		Sous-total c)	10 548	10 320
	d)	Soutien à l'inclusion		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 002	4 739
		2) Autres dépenses	1 685	1 685
		3) Subventions	5 791	5 791
		Sous-total d)	12 478	12 215
	e)	Amélioration continue		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 207	2 155
		2) Autres dépenses	1 414	1 796
		Sous-total e)	3 621	3 951

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.3	3.	Bureau de l'éducation française	14 747	14 411
		Le Bureau de l'éducation française assure la direction de l'éducation en français. Ce domaine comprend les programmes scolaires de français, d'immersion française et les cours de français dans les programmes d'anglais, ainsi que l'appui aux études technologiques en français au secondaire. Le Bureau travaille en étroite collaboration avec des partenaires dans le but de soutenir tout le continuum de l'éducation en français, des années primaires jusqu'aux études postsecondaires. Il élabore, examine et administre les politiques, les programmes, les priorités et les services portant sur tous les aspects de l'éducation en français au Manitoba. Guidé par la philosophie d'inclusion du Manitoba et les normes pour les programmes d'éducation appropriés, le Bureau codirige la conception et la mise en œuvre du cadre stratégique provincial de la maternelle à la 12 ^e année et du programme d'évaluation provincial. Il assure également l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'études en français, et gère les ressources appuyant l'éducation en français.		
		Dans le cadre des programmes des langues officielles, le Bureau dirige et coordonne l'ensemble du système pour promouvoir l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. Notamment, il contribue à offrir aux francophones la possibilité d'être éduqués dans leur langue et veille à ce que les programmes d'apprentissage du français donnent lieu à des résultats comparables à ceux des programmes anglais, afin que l'ensemble de la population manitobaine ait l'occasion d'apprendre les deux langues officielles. Ces travaux comprennent aussi la détermination des lacunes découlant d'un contexte de langue minoritaire, et l'élaboration de stratégies pour combler ces lacunes.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	247	236
		2) Autres dépenses	22	22
		Sous-total a)	269	258
	b)	Enseignement et apprentissage		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 192	1 948
		2) Autres dépenses	293	293
		Sous-total b)	2 485	2 241
	c)	Soutien au système		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 161	2 051
		2) Autres dépenses	2 295	2 400
		3) Subventions	6 165	6 165
		Sous-total c)	10 621	10 616

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
	d)	Ressources éducatives françaises		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 211	1 135
		2) Autres dépenses	161	161
		Sous-total d)	1 372	1 296
16.4	4.	Excellence autochtone en éducation	5 931	5 779
		La Division est chargée de fournir du leadership et de l'orientation en vue d'éliminer les obstacles et les iniquités systémiques qui ont nui à la réussite des élèves autochtones par le passé et qui continuent de la défavoriser. Elle dirige l'élaboration, l'examen et la mise en œuvre de politiques et d'initiatives liées à l'éducation autochtone ainsi qu'aux changements dans l'ensemble du système. Elle évalue aussi les programmes, les normes et les exigences en matière de rapports pour assurer leur conformité avec le cadre politique en matière d'éducation autochtone au Manitoba. Les initiatives clés portent notamment sur : la réussite scolaire des élèves autochtones; l'équité et la lutte contre le racisme; les programmes de langues autochtones; le recrutement et le maintien en poste des enseignants qui sont affectés dans le Nord, qui sont autochtones ou qui enseignent des langues autochtones; et l'éducation autochtone et relative aux traités au sein du système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année au Manitoba. La Division facilite et entretient les relations avec des détenteurs de droits autochtones, des organismes et le secteur de l'éducation afin de soutenir les élèves, les familles et la communauté autochtones dans l'ensemble du système éducatif, de la maternelle à la 12 ^e année. Elle veille aussi à ce que les élèves autochtones du Manitoba bénéficient équitablement des contributions destinées à favoriser la réussite scolaire.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	388	371
		2) Autres dépenses	35	35
		Sous-total a)	423	406
	b)	Excellence autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 914	1 779
		2) Autres dépenses	1 178	1 178
		3) Subventions	2 416	2 416
		Sous-total b)	5 508	5 373

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.5	5.	Rendement et obligation redditionnelle	11 232	10 992
		La Division du rendement et de l'obligation redditionnelle est chargée des structures de gouvernance, des politiques et de la planification du système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année, ainsi que de la gestion du financement et des ressources en éducation, notamment la conception de structures de financement durable. La Division supervise l'octroi des brevets d'enseignement dans la province et les exigences connexes. Elle dirige l'élaboration des politiques visant les études indépendantes et internationales ainsi que l'enseignement à domicile, et supervise ces programmes. Elle veille aussi à ce que le système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année soit conforme aux exigences favorisant l'atteinte de meilleurs résultats par les élèves, et rende des comptes à cet égard. La Division doit aussi travailler en étroite collaboration avec le ministère de la Prestation des services publics sur le programme d'immobilisations du système de la maternelle à la 12 ^e année.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	499	474
		2) Autres dépenses	100	100
		Sous-total a)	599	574
	b)	Gouvernance et politiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 170	3 049
		2) Autres dépenses	315	316
		Sous-total b)	3 485	3 365
	c)	Financement de l'éducation		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 633	1 547
		2) Autres dépenses	3 213	3 213
		Sous-total c)	4 846	4 760
	d)	Brevets d'enseignement et normes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 408	1 428
		2) Autres dépenses	353	353
		Sous-total d)	1 761	1 781
	e)	Planification des espaces scolaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	492	463
		2) Autres dépenses	49	49
		Sous-total e)	541	512

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.6	6.	Soutien aux écoles.....	1 941 109	1 873 920
		Financement des subventions de fonctionnement aux écoles et de la part de l'employeur pour les cotisations d'exercice des enseignants.		
	a)	Subventions de fonctionnement aux écoles		
	1)	Autres dépenses	2 475	2 475
	2)	Subventions	1 742 100	1 676 790
		Sous-total a)	1 744 575	1 679 265
	b)	Subventions générales de soutien		
	1)	Subventions	36 521	36 521
	c)	Autres subventions		
	1)	Subventions	6 739	7 362
	d)	Caisse de retraite des enseignants		
	1)	Autres dépenses	153 274	150 772

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.7	7.	Services ministériels.	5 208	4 917
		Prestation de services de coordination au ministère pour l'aider à remplir son mandat et soutien de la haute direction concernant la planification stratégique et les initiatives prioritaires du gouvernement central, la gestion de projets, la communication et la correspondance avec le public, ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre, l'entretien continu et le contrôle des politiques ministérielles et des procédés administratifs. Gestion et prestation de services ministériels partagés, notamment l'analyse opérationnelle, les technologies de l'information et des communications, la préparation aux situations d'urgence et la planification de la continuité des activités, et les relations intergouvernementales.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	306	305
		2) Autres dépenses	23	23
		Sous-total a)	329	328
	b)	Services de soutien aux activités		
		1) Salaires et avantages sociaux	595	604
		2) Autres dépenses	207	207
		Sous-total b)	802	811
	c)	Relations sectorielles		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 509	2 303
		2) Autres dépenses	219	219
		Sous-total c)	2 728	2 522
	d)	Politique et planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 027	934
		2) Autres dépenses	322	322
		Sous-total d)	1 349	1 256

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.8	8.	Apprentissage et garde des jeunes enfants	527 130	507 570
		La Division de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants assure la direction stratégique et la surveillance du système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants du Manitoba, veillant à la prestation d'environnements d'apprentissage de haute qualité, inclusifs, sécuritaires et sains pour les jeunes enfants. Elle est chargée de l'élaboration de politiques; du financement, dont le Programme d'allocations pour la garde d'enfants; de la délivrance de licences aux établissements; du développement de la main-d'œuvre et de la reconnaissance professionnelle; des projets d'immobilisations et de l'expansion des places; de la conception des programmes d'études; des programmes de diversité et d'inclusion; et de l'établissement des compétences requises pour les programmes d'éducation et de formation.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	433	432
		2) Autres dépenses	183	183
		Sous-total a)	616	615
	b)	Politique et planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 187	2 906
		2) Autres dépenses	377	377
		Sous-total b)	3 564	3 283
	c)	Activités provinciales		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 385	5 165
		2) Autres dépenses	843	909
		Sous-total c)	6 228	6 074
	d)	Financement et aide financière		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 776	2 663
		2) Autres dépenses	999	999
		3) Subventions	502 058	480 094
		4) Aide financière	9 795	12 895
		Sous-total d)	515 628	496 651
	e)	Immobilisations et expansion des places		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 054	907
		2) Autres dépenses	40	40
		Sous-total e)	1 094	947

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.9	9.	Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables Financement accordé aux divisions scolaires à des fins de remboursement du principal d'emprunts de capitaux approuvés, d'achat de matériel et d'autres dépenses en immobilisations.	199 125	179 576
	a)	Divisions scolaires		
	1)	Subventions en capital	199 125	179 576
D.N.V.	10.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées) Couvre les coûts liés aux immobilisations.	58	58
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	58	58
Partie B — Investissements en immobilisations				
16.10	16.	Immobilisations Projets majeurs de construction – notamment d'écoles –, d'agrandissement ou de rénovation de bâtiments, acquisition de bien-fonds, de matériel et d'autres biens corporels.	105 000	20 665
	a)	Actif général	665	665
	b)	Infrastructure	104 335	20 000
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
16.11	16.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables. Projets majeurs de construction, d'agrandissement ou de rénovation de bâtiments, acquisition de bien-fonds, de matériel et d'autres biens corporels.	95 500	174 335
	a)	Divisions scolaires publiques	95 500	174 335

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	<u>39 876</u>	37,0	<u>29 101</u>
Total de la Partie A — Fonctionnement	<u>39 876</u>	37,0	<u>29 101</u>
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	39 876	37,0	29 101
Subventions en capital	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total des crédits à voter	39 876	37,0	29 101
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total de la Partie A — Fonctionnement	<u>39 876</u>	37,0	<u>29 101</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	29 101
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	<u>29 101</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite				
Partie A — Fonctionnement				
6.1	1.	Régime de retraite de la fonction publique et autres frais.....	39 876	29 101
		Paiements divers relatifs à la fonction publique, y compris la part de l'employeur pour les cotisations d'exercice, les indemnités de cessation d'emploi et les autres paiements du gouvernement en tant qu'employeur.		
	a)	Coûts liés au Régime de retraite de la fonction publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	104 850	95 076
		2) Autres dépenses	2 666	2 549
		Sous-total avant les sommes récupérées	107 516	97 625
		3) Salaires et avantages sociaux	(95 013)	(89 713)
		Total des sommes récupérées	(95 013)	(89 713)
		Sous-total a)	12 503	7 912
	b)	Autres avantages salariaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	19 871	14 226
	c)	Commission des accidents du travail — évaluations		
		1) Salaires et avantages sociaux	11 387	10 166
		2) Autres dépenses	7 502	6 963
		Sous-total avant les sommes récupérées	18 889	17 129
		3) Salaires et avantages sociaux	(11 387)	(10 166)
		Total des sommes récupérées	(11 387)	(10 166)
		Sous-total c)	7 502	6 963
	d)	Régime de pensions du Canada		
		1) Salaires et avantages sociaux	59 617	53 646
	e)	Régime d'assurance-emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	19 469	18 131
	f)	Assurance-vie collective de la fonction publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 999	2 677
	g)	Régime d'assurance prévoyant le transport par ambulance et l'hospitalisation dans une chambre à deux lits		
		1) Salaires et avantages sociaux	298	298
	h)	Impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	26 715	24 615

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite				
	i)	Régime d'assurance dentaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 485	12 485
		2) Autres dépenses	560	560
		Sous-total i)	13 045	13 045
	j)	Régime de soins de la vue		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 875	1 895
		2) Autres dépenses	144	95
		Sous-total j)	3 019	1 990
	k)	Programme de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 085	5 085
		2) Autres dépenses	255	255
		Sous-total k)	5 340	5 340
	l)	Régime d'assurance-invalidité de longue durée		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 379	14 379
		2) Autres dépenses	537	537
		Sous-total l)	14 916	14 916
	m)	Compte gestion-santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 184	7 500
		2) Autres dépenses	368	340
		Sous-total m)	8 552	7 840
	n)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(152 106)	(140 711)
		2) Autres dépenses	(1 864)	(1 787)
		Sous-total n)	(153 970)	(142 498)

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances et services partagés	9 917	12,0	8 853
2. Gérance de l'environnement	38 235	25,2	30 539
3. Action pour le climat et innovation énergétique	3 618	5,8	3 419
4. Gestion des ressources hydriques	23 494	2,8	22 847
5. Parcs et sentiers	45 678	6,5	42 901
Sous-total	120 942	11,4	108 559
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	9 762	11,4	8 762
Total de la Partie A — Fonctionnement	130 704	11,4	117 321
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	120 942	11,4	108 559
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	120 942	11,4	108 559
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 690	20,5	1 403
Infrastructure	8 072	9,7	7 359
Total de la Partie A — Fonctionnement	130 704	11,4	117 321
Partie B — Investissements en immobilisations			
12. Immobilisations			
Actif général	1 285	(33,9)	1 945
Infrastructure	8 915	8,9	8 185
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	10 200	0,7	10 130

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			117 321
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			117 321

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
Partie A — Fonctionnement				
12.1	1.	Finances et services partagés.	9 917	8 853
		Haute direction du ministère. Prestation de services financiers, des technologies de l'information et de soutien administratif.		
		Remarque : les Services administratifs et financiers constituent un service partagé fourni au ministère de l'Environnement et du Changement climatique et au ministère du Travail et de l'Immigration.		
		<i>Commission de protection de l'environnement</i> : évalue les répercussions environnementales des projets de développement, fait des recommandations et donne des conseils à ce sujet; enquête et fait des recherches sur les questions environnementales; entreprend des activités éducatives destinées au grand public.		
		<i>Législation, politique et coordination</i> : soutient les politiques centrales en ce qui concerne l'analyse des lois et des politiques, la mise en œuvre des initiatives stratégiques et les activités interministérielles fédérales-provinciales-territoriales.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	952	909
		2) Autres dépenses	184	182
		Sous-total b)	1 136	1 091
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 982	4 967
		2) Autres dépenses	1 946	1 025
		Sous-total c)	6 928	5 992
	d)	Commission de protection de l'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	420	419
		2) Autres dépenses	60	59
		Sous-total d)	480	478
	e)	Législation, politique et coordination		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 186	1 109
		2) Autres dépenses	138	135
		Sous-total e)	1 324	1 244

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
12.2	2.	Gérance de l'environnement	38 235	30 539
		Gère la conformité et l'application des lois et des règlements ainsi que des initiatives et des programmes de réglementation provinciaux pour assurer le développement durable et la protection de l'environnement. Les dépenses liées aux programmes environnementaux et à l'assainissement tiennent compte de l'inflation et la désactualisation des charges à payer.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 497	1 386
		2) Autres dépenses	8 829	8 827
		3) Subventions	38	37
		Sous-total a)	10 364	10 250
	b)	Conformité et application de la loi en matière d'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 007	4 715
		2) Autres dépenses	671	659
		Sous-total b)	5 678	5 374
	c)	Autorisations environnementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 091	3 015
		2) Autres dépenses	564	493
		Sous-total c)	4 655	3 508
	d)	Programmes environnementaux et assainissement		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 104	833
		2) Autres dépenses	14 434	10 574
		Sous-total d)	17 538	11 407

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
12.3	3.	Action pour le climat et innovation énergétique	3 618	3 419
		Élabore et coordonne la feuille de route du Manitoba visant l'objectif de carboneutralité d'ici 2050, y compris en créant et en mettant en œuvre des politiques et des programmes. Collabore avec les ministères, les organismes du gouvernement et des intervenants externes afin de coordonner les questions relatives au climat et à l'énergie qui contribuent à faire du Manitoba un chef de file de l'énergie propre, tout en prenant des mesures audacieuses pour faire face et s'adapter au changement climatique.		
	a)	Action pour le climat et innovation énergétique		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 194	3 001
		2) Autres dépenses	424	418
		Sous-total a)	3 618	3 419
12.4	4.	Gestion des ressources hydriques.	23 494	22 847
		Veille à la salubrité et à la durabilité des eaux de surface, des eaux souterraines, des écosystèmes aquatiques et des bassins hydrographiques du Manitoba au moyen d'activités de recherche scientifique et de surveillance, et élabore et met en œuvre des mesures législatives, des politiques, des plans et des programmes. Protège et gère les écosystèmes aquatiques, notamment grâce à la prévention et à la gestion des espèces aquatiques envahissantes. Prend des mesures de réglementation et de surveillance visant l'eau potable du Manitoba et l'octroi de licences relatives au drainage et à l'utilisation de l'eau.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	246	239
		2) Autres dépenses	27	27
		Sous-total a)	273	266
	b)	Sciences de l'eau et gestion des bassins hydrographiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 012	2 740
		2) Autres dépenses	709	702
		Sous-total b)	3 721	3 442
	c)	Licences relatives au drainage et à l'utilisation de l'eau		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 725	2 552
		2) Autres dépenses	680	673
		Sous-total c)	3 405	3 225

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
	d)	Service de l'eau potable		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 890	2 758
		2) Autres dépenses	708	701
		Sous-total d)	3 598	3 459
	e)	Écosystèmes aquatiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 365	2 277
		2) Autres dépenses	1 685	1 681
		Sous-total e)	4 050	3 958
	f)	Districts hydrographiques et aide à la planification		
		1) Subventions	7 767	7 767
	g)	Initiatives de gestion des ressources hydriques		
		1) Autres dépenses	215	265
		2) Subventions	465	465
		Sous-total g)	680	730
12.5	5.	Parcs et sentiers	45 678	42 901
		Intégration de la prestation des programmes et des services liés aux parcs provinciaux, direction de l'initiative manitobaine liée aux zones protégées, et soutien du développement du réseau de sentiers récréatifs du Manitoba.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	943	893
		2) Autres dépenses	417	414
		Sous-total a)	1 360	1 307
	b)	Parcs		
		1) Salaires et avantages sociaux	24 011	22 314
		2) Autres dépenses	14 280	13 378
		3) Subventions	6 027	5 902
		Sous-total b)	44 318	41 594

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE (12), suite				
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	9 762	8 762
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	1 690	1 403
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	7 737	7 042
		2) Charge de désactualisation	335	317
		Sous-total b)	8 072	7 359
Partie B — Investissements en immobilisations				
12.6	12.	Immobilisations	10 200	10 130
		<i>Actif général</i> : couvre les coûts d'acquisition de matériel et d'amélioration des bâtiments.		
		<i>Infrastructure</i> : construction liée à l'infrastructure des parcs, à l'amélioration des emplacements de camping et à d'autres projets d'infrastructure.		
	a)	Actif général	1 285	1 945
	b)	Infrastructure	8 915	8 185

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
FAMILLES (9)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	7 127	1,4	7 027
2. Services et soutiens communautaires	106 854	3,4	103 317
3. Politiques, programmes et législation	1 555 128	2,4	1 519 030
4. Services aux enfants et aux jeunes	548 741	1,7	539 749
5. Soutien numérique, organisationnel et stratégique	9 709	6,1	9 155
6. Secrétariat pour les femmes et l'égalité des genres	53 305	0,2	53 183
Sous-total	2 280 864	2,2	2 231 461
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations	102	-	102
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 280 966	2,2	2 231 563
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	2 280 864	2,2	2 231 461
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	2 280 864	2,2	2 231 461
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	102	-	102
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 280 966	2,2	2 231 563

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
FAMILLES (9), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			2 227 418
Transfert venant de :			
- Finances			145
- Crédits d'autorisation			4 000
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>2 231 563</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
Partie A — Fonctionnement				
9.1	1.	Administration et finances	7 127	7 027
		Haute direction, planification, obligation redditionnelle des organismes, services de planification et de gestion financières, y compris l'examen du budget et le contrôle financier, viabilité financière et analytique stratégique, et soutien administratif général du ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 298	1 254
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total b)	1 363	1 319
	c)	Section de l'obligation redditionnelle et du soutien des organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 515	1 442
		2) Autres dépenses	161	161
		Sous-total c)	1 676	1 603
	d)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 068	3 070
		2) Autres dépenses	428	428
		Sous-total d)	3 496	3 498
	e)	Viabilité financière et analytique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	518	534
		2) Autres dépenses	25	25
		Sous-total e)	543	559

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.2	2.	Services et soutiens communautaires	106 854	103 317
		Fournit des services et assure l'administration financière pour les Services d'intégration communautaire des personnes handicapées, les Services aux enfants handicapés, et les programmes d'aide à l'emploi, au revenu et au loyer. Coordonne et offre des services aux enfants et aux familles à Winnipeg et dans les régions rurales au nom de la Régie générale des services à l'enfant et à la famille.		
	a)	Planification stratégique et soutien des programmes		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 127	1 101
	2)	Autres dépenses	292	292
		Sous-total a)	1 419	1 393
	b)	Services sociaux régionaux		
	1)	Salaires et avantages sociaux	41 485	40 862
	2)	Autres dépenses	5 383	5 383
		Sous-total b)	46 868	46 245
	c)	Services provinciaux		
	1)	Salaires et avantages sociaux	12 695	12 688
	2)	Autres dépenses	1 041	1 041
		Sous-total c)	13 736	13 729
	d)	Services centralisés et soutien aux personnes handicapées		
	1)	Salaires et avantages sociaux	8 895	8 539
	2)	Autres dépenses	584	584
		Sous-total d)	9 479	9 123
	e)	Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg		
	1)	Salaires et avantages sociaux	20 254	17 943
	2)	Autres dépenses	2 027	2 027
		Sous-total e)	22 281	19 970
	f)	Services à l'enfant et à la famille des régions rurales et du Nord		
	1)	Salaires et avantages sociaux	11 795	11 581
	2)	Autres dépenses	1 276	1 276
		Sous-total f)	13 071	12 857

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.3	3.	Politiques, programmes et législation	1 555 128	1 519 030
		Assure la direction des programmes, le financement, l'élaboration de politiques et la diffusion d'information pour la Direction de la politique relative au soutien de l'emploi, du revenu et de la santé et les programmes d'aide aux personnes handicapées. Fournit des services au ministère, y compris en ce qui concerne la législation, la politique stratégique et les relations intergouvernementales. Soutient l'amélioration de l'accessibilité au Manitoba et la conformité avec les normes d'accessibilité. Fournit des services de coordination à l'échelle gouvernementale en vue d'appuyer les programmes liés à la réduction de la pauvreté et à l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale.		
	a)	Législation et politique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 885	2 810
		2) Autres dépenses	264	264
		3) Subventions	685	685
		Sous-total a)	3 834	3 759
	b)	Bureau de l'accessibilité du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	875	846
		2) Autres dépenses	280	280
		3) Subventions	1 126	1 126
		Sous-total b)	2 281	2 252
	c)	Politique relative au soutien de l'emploi, du revenu et de la santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 812	2 743
		2) Autres dépenses	10 038	10 617
		3) Subventions	3 681	3 543
		4) Aide financière	798 511	778 813
		Sous-total c)	815 042	795 716

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
	d)	Politique relative aux personnes handicapées		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 806	2 717
		2) Autres dépenses	4 983	4 983
		3) Subventions	111	111
		Sous-total d)	7 900	7 811
	e)	Services d'intégration communautaire des personnes handicapées		
		1) Autres dépenses	2 026	2 026
		2) Subventions	939	939
		3) Aide financière	670 277	655 171
		Sous-total e)	673 242	658 136
	f)	Services aux enfants handicapés		
		1) Autres dépenses	31 088	29 615
		2) Subventions	10	10
		3) Aide financière	21 731	21 731
		Sous-total f)	52 829	51 356

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.4	4.	Services aux enfants et aux jeunes	548 741	539 749
		Soutien des stratégies de prévention et d'intervention précoce, fondées sur des données probantes, pour les enfants et les jeunes.		
		Orientation stratégique, financement et soutien des quatre régies de services à l'enfant et à la famille, lesquelles offrent un éventail exhaustif de services d'intervention précoce, de prévention, de protection des enfants et de réunification par l'entremise de leurs offices autorisés. Administration de services centralisés qui aident les offices et les organismes communautaires à veiller au bien-être des enfants, des jeunes et des familles. Soutien des réorientations opérationnelles requises pour l'établissement de fournisseurs de services autochtones sous gouvernance autochtone.		
	a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 597	3 501
		2) Autres dépenses	151	151
		Sous-total a)	3 748	3 652
	b)	Services de protection des enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 670	6 513
		2) Autres dépenses	28 443	28 443
		3) Subventions	8 175	8 215
		4) Aide financière	72 757	72 757
		Sous-total b)	116 045	115 928
	c)	Régies de services à l'enfant et à la famille		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 425	2 374
		2) Subventions	386 845	373 280
		3) Aide financière	38 592	43 430
		Sous-total c)	427 862	419 084
	d)	Bureau du transfert de responsabilités à la gouvernance autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 030	1 029
		2) Autres dépenses	56	56
		Sous-total d)	1 086	1 085

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.5	5.	Soutien numérique, organisationnel et stratégique	9 709	9 155
		Fournit au ministère une vaste gamme de services intégrés et professionnels. Soutient des initiatives interministérielles complexes qui peuvent également nécessiter de la collaboration et des partenariats avec des intervenants externes comme des offices, des régies, des entreprises, des collectivités et d'autres gouvernements. Supervise aussi les trois bureaux indépendants suivants : le Bureau du commissaire aux adultes ayant une déficience intellectuelle, le Bureau de la Commission d'appel des services sociaux et le Bureau des pratiques équitables.		
	a)	Bureau de conseils stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	802	785
		2) Autres dépenses	63	63
		Sous-total a)	865	848
	b)	Bureau de gestion des projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	659	621
		2) Autres dépenses	71	71
		Sous-total b)	730	692
	c)	Bureau de la durabilité numérique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 388	1 345
		2) Autres dépenses	1 311	1 052
		Sous-total c)	2 699	2 397
	d)	Soutien ministériel		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 950	1 877
		2) Autres dépenses	277	277
		3) Subventions	188	188
		Sous-total d)	2 415	2 342
	e)	Bureau du commissaire aux adultes ayant une déficience intellectuelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	695	668
		2) Autres dépenses	99	99
		Sous-total e)	794	767
	f)	Commission d'appel des services sociaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	454	428
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total f)	519	493

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
	g)	Bureau de l'innovation sociale		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 440	1 369
		2) Autres dépenses	247	247
		Sous-total g)	1 687	1 616
9.6	6.	Secrétariat pour les femmes et l'égalité des genres	53 305	53 183
		Le Secrétariat assure son propre fonctionnement. Se fondant sur les principes d'équité, d'inclusion et de respect, il vise à faire progresser l'égalité des genres et à promouvoir la pleine participation des femmes et des personnes 2ELGBTQIA+ à la société en encourageant la sensibilisation, en élaborant des politiques et des dispositions législatives, et en créant des ressources. Améliorer l'autonomisation, la sécurité et le bien-être des femmes, des filles, des personnes bispirituelles et des personnes de diverses identités de genre autochtones est l'une des responsabilités fondamentales et constantes du Secrétariat. Cet engagement se traduit par la mise en œuvre d'initiatives axées sur la prévention et l'autonomisation, notamment la stratégie provinciale pangouvernementale Mino'Ayaawag Ikwewag. Le Secrétariat gère le Programme de prévention de la violence fondée sur le genre, qui favorise la prévention et l'élimination de la violence fondée sur le genre par le financement et le soutien d'organismes communautaires offrant des programmes et des services.		
	a)	Secrétariat pour les femmes et l'égalité des genres		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 570	1 485
		2) Autres dépenses	22 480	22 555
		3) Subventions	27 396	27 284
		4) Aide financière	1 859	1 859
		Sous-total a)	53 305	53 183
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	102	102
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	102	102

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
FINANCES (7)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	10 937	11,2	9 833
2. Services ministériels	2 046	5,4	1 941
3. Politique et recherche financières	3 196	4,4	3 061
4. Communications et mobilisation	10 368	2,9	10 074
5. Trésorerie	2 672	1,4	2 634
6. Taxes et impôts	17 748	2,0	17 408
7. Secrétariat du Conseil du Trésor	11 420	3,8	11 004
8. Secrétariat chargé du développement communautaire et économique	1 803	(0,4)	1 810
9. Affaires intergouvernementales	3 281	2,4	3 203
10. Secrétariat pour la réconciliation avec les peuples autochtones	11 212	(0,6)	11 277
Sous-total	74 683	3,4	72 245
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
11. Coûts liés aux immobilisations	337	-	337
Total de la Partie A — Fonctionnement	75 020	3,4	72 582
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	74 683	3,4	72 245
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	74 683	3,4	72 245
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	337	-	337
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	75 020	3,4	72 582
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	561 000	111,7	265 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
FINANCES (7), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			67 735
Transfert venant de :			
- Conseil exécutif			194
- Santé, Aînés et Soins de longue durée			51
- Innovation et Nouvelles technologies			139
- Crédits d'autorisation			5 000
Transfert allant à :			
- Conseil exécutif			(121)
- Familles			(145)
- Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance			(171)
- Relations avec les municipalités et le Nord			(100)
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>72 582</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
Partie A — Fonctionnement				
7.1	1.	Administration et finances	10 937	9 833
		Haute direction et gestion du ministère des Finances.		
		Services financiers communs et contrôle financier pour divers ministères. Fonctions centralisées d'administration et de traitement relatives aux comptes fournisseurs centraux, aux services de paie centraux et au rapprochement bancaire.		
		<i>Régie des services publics</i> : tribunal administratif quasi judiciaire indépendant qui a un vaste pouvoir de surveillance et de supervision des services publics et des organismes désignés par la loi. Tient compte des répercussions pour les consommateurs et des exigences financières des services publics ou des organismes au moment d'établir les tarifs.		
		<i>Office des services financiers du Manitoba</i> : protège les investisseurs manitobains et favorise des marchés financiers et immobiliers dynamiques et compétitifs qui contribuent au développement économique, tout en encourageant le public à avoir confiance en ces marchés. Fournit un cadre réglementaire pour le secteur des assurances, les sociétés de fiducie, les sociétés de prêt, les credit unions et les caisses populaires en activité au Manitoba.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 279	1 203
		2) Autres dépenses	78	78
		Sous-total b)	1 357	1 281
	c)	Finances centrales		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 689	5 332
		2) Autres dépenses	1 684	986
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 373	6 318
		3) Autres dépenses	(560)	(560)
		Total des sommes récupérées	(560)	(560)
		Sous-total c)	6 813	5 758
	d)	Régie des services publics		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 413	1 441
		2) Autres dépenses	1 305	1 305
		Sous-total d)	2 718	2 746
	e)	Office des services financiers du Manitoba	-	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.2	2.	Services ministériels.....	2 046	1 941
		Offre des analyses, des conseils et des recommandations stratégiques concernant les initiatives et les projets majeurs, en conformité avec les objectifs du gouvernement. Comprend des fonctions de gouvernance et de gestion de l'obligation redditionnelle. Offre un soutien centralisé, notamment en matière de coordination des demandes et des rapports du gouvernement central, de mobilisation des employés des ministères, d'avancement de la réconciliation, et de diversité et d'inclusion.		
		a) Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 746	1 641
		2) Autres dépenses	300	300
		Sous-total a)	2 046	1 941
7.3	3.	Politique et recherche financières.....	3 196	3 061
		Recherche, analyse et soutien relativement aux politiques économiques, financières et fiscales au niveau local, national et international, notamment en ce qui concerne les incidences et les projets de nature financière. Soutien au ministère et au gouvernement en ce qui a trait à la modélisation et à la recherche financières.		
		a) Politique et recherche financières		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 939	2 804
		2) Autres dépenses	257	257
		Sous-total a)	3 196	3 061

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.4	4.	Communications et mobilisation	10 368	10 074
		Renforce la confiance du public en veillant à ce que l'information du gouvernement soit fournie de manière claire, accessible, inclusive, responsable et réactive. Offre, à l'échelle du gouvernement, du leadership et du soutien quant aux communications gouvernementales stratégiques, à la mobilisation, aux activités numériques et relatives au centre de contact, à l'accès à l'information et la protection de la vie privée, ainsi que du soutien stratégique. Veille à ce que le public reçoive de l'information fiable et en temps opportun, et à ce qu'il ait des occasions pertinentes de prendre part au processus décisionnel du gouvernement.		
	a)	Communications et mobilisation		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 839	7 545
		2) Autres dépenses	3 290	3 290
		Sous-total avant les sommes récupérées	11 129	10 835
		3) Autres dépenses	(761)	(761)
		Total des sommes récupérées	(761)	(761)
		Sous-total a)	10 368	10 074
7.5	5.	Trésorerie.	2 672	2 634
		La Division joue un rôle central dans la gestion des ressources de trésorerie du Trésor, assurant la liquidité et optimisant les flux de trésorerie afin de veiller à la continuité des activités du gouvernement. Elle gère les programmes d'emprunt, la dette et les investissements du gouvernement, des sociétés d'État et des organismes, conformément aux politiques de risque approuvées. Elle est également chargée de gérer les comptes bancaires du gouvernement, d'atténuer les risques financiers et d'entretenir d'excellentes relations avec les détenteurs d'obligations, les établissements financiers et les agences de notation. En outre, elle doit compiler les estimations et les analyses des coûts liés à la dette publique.		
	a)	Trésorerie		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 526	2 488
		2) Autres dépenses	146	146
		Sous-total a)	2 672	2 634

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.6	6.	Taxes et impôts	17 748	17 408
		Assure l'administration et la perception efficaces des recettes fiscales provinciales. Fournit des renseignements et réalise des audits et des enquêtes afin de promouvoir et de favoriser le respect des lois fiscales provinciales par les contribuables.		
	a)	Administration des taxes et des impôts		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 079	3 944
		2) Autres dépenses	2 859	2 859
		Sous-total a)	6 938	6 803
	b)	Information fiscale		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 079	2 012
		2) Autres dépenses	202	202
		Sous-total b)	2 281	2 214
	c)	Audit		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 790	7 652
		2) Autres dépenses	723	723
		Sous-total c)	8 513	8 375
	d)	Commission d'appel des impôts et des taxes		
		1) Autres dépenses	16	16

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.7	7.	Secrétariat du Conseil du Trésor	11 420	11 004
		Fournit des services pour appuyer le Conseil du Trésor dans l'exercice de ses responsabilités énoncées dans la Loi sur la gestion des finances publiques. Assure la gestion financière du gouvernement en surveillant la performance des programmes et la situation financière globale de la province. Dirige la planification et la coordination du processus budgétaire annuel et en cours d'exercice. Veille à ce que les décisions politiques cadrent avec les plans financiers à long terme du Manitoba. Établit et supervise le contrôle financier ainsi que les politiques de gestion financière. Fournit des services d'audit interne et d'examen du contrôle financier aux ministères. Supervise, à l'échelle du gouvernement, les systèmes de gestion comptable et financière et fournit des services de consultation relativement aux contrôles internes et à l'interprétation des normes comptables. Prépare le rapport annuel et les comptes publics de la Province conformément aux Normes comptables pour le secteur public. Entreprend des initiatives stratégiques et des examens de programmes ciblés. Établit des normes et coordonne l'usage de la mesure de la performance au sein du gouvernement.		
	a)	Secrétariat du Conseil du Trésor		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 444	10 028
		2) Autres dépenses	976	976
		Sous-total a)	11 420	11 004
7.8	8.	Secrétariat chargé du développement communautaire et économique	1 803	1 810
		Fournit des conseils et du soutien au Cabinet visant l'avancement des initiatives économiques majeures du gouvernement.		
	a)	Secrétariat chargé du développement communautaire et économique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 443	1 410
		2) Autres dépenses	360	400
		Sous-total a)	1 803	1 810

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.9	9.	Affaires intergouvernementales	3 281	3 203
		Fournit des conseils stratégiques et des services d'analyse et de soutien concernant les priorités et les questions liées aux relations du Manitoba avec le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux et territoriaux; aux relations, activités et intérêts internationaux; et aux politiques et ententes nationales et internationales en matière de commerce.		
	a)	Affaires intergouvernementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 550	2 472
		2) Autres dépenses	731	731
		Sous-total a)	3 281	3 203
7.10	10.	Secrétariat pour la réconciliation avec les peuples autochtones.	11 212	11 277
		Défend l'engagement du gouvernement à faire progresser la réconciliation, en mettant en place un cadre exhaustif axé sur les relations et fondé sur les traditions, les connaissances et les perspectives autochtones. Orienté par les quatre piliers de l'identité d'une nation autochtone, soit la terre, la culture, la langue et le peuple, le Secrétariat est responsable de l'élaboration de politiques et de travaux de recherche, de la coordination d'initiatives intergouvernementales et intersectorielles, ainsi que de l'avancement des priorités stratégiques qui respectent la gouvernance, les valeurs et les cadres culturels autochtones. Surveille l'application de la Loi sur la réconciliation, et soutient la planification d'activités de mobilisation pluriministérielles et complexes qui font intervenir les peuples autochtones.		
	a)	Secrétariat pour la réconciliation avec les peuples autochtones		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 293	4 095
		2) Autres dépenses	633	633
		3) Subventions	6 286	6 549
		Sous-total a)	11 212	11 277

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
D.N.V.	11.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	337	337
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	337	337
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
7.11	7.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables	561 000	265 000
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Régie de l'hydro-électricité du Manitoba	1 165 923	881 237
	b)	Moins : Autofinancement par la Régie de l'hydro-électricité du Manitoba	(604 923)	(616 237)

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances.....	8 319	12,4	7 400
2. Politique et planification de la santé.....	19 153	9,1	17 557
3. Assurances.....	18 754	23,3	15 205
4. Santé publique.....	33 799	13,7	29 714
5. Performance et supervision.....	6 023	12,2	5 368
6. Âînés et soins de longue durée.....	22 423	1,1	22 185
7. Stratégie et administration ministérielles.....	8 695	10,2	7 893
8. Financement des offices de la santé.....	6 228 011	8,2	5 755 094
9. Services de santé provinciaux.....	380 676	6,1	358 838
10. Services médicaux.....	2 381 223	12,3	2 120 927
11. Régime d'assurance-médicaments.....	602 006	29,2	466 088
12. Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables.....	296 499	24,3	238 510
Sous-total	10 005 581	10,6	9 044 779
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
13. Coûts liés aux immobilisations.....	289	-	289
Total de la Partie A — Fonctionnement	10 005 870	10,6	9 045 068
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	9 709 082	10,3	8 806 269
Subventions en capital.....	296 499	24,3	238 510
Total des crédits à voter	10 005 581	10,6	9 044 779
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	289	-	289
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	10 005 870	10,6	9 045 068
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	535 000	(2,7)	550 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			8 831 698
Transfert venant de :			
- Crédits d'autorisation			227 009
Transfert allant à :			
- Finances			(51)
- Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance			(12 959)
- Innovation et Nouvelles technologies			(629)
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>9 045 068</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
Partie A — Fonctionnement				
21.1	1.	Finances.....	8 319	7 400
		Haute direction et services centralisés de planification, de gestion financière et de contrôle financier. Supervision de l'allocation des ressources budgétaires relatives au système de santé et de la performance organisationnelle au moyen d'une mise en service structurée des programmes et des services offerts par les organismes de prestation de services de santé. Prestation de conseils et de services de gestion des finances et de soutien au ministère.		
		<i>Contrôle financier</i> : se charge de la gestion et de la surveillance de la planification financière intégrée, du contrôle financier ainsi que des services budgétaires et comptables, et élabore des politiques, des procédures et des systèmes financiers conformément aux priorités et aux politiques du gouvernement.		
		<i>Mise en service sur le plan financier</i> : planifie et supervise l'affectation des fonds médicaux, d'exploitation et d'immobilisations aux organismes de prestation de services de santé et à d'autres programmes provinciaux conformément aux priorités du gouvernement. Surveille la performance financière des organismes de prestation de services de santé et d'autres programmes de soins de santé provinciaux, et en fait rapport.		
		<i>Stratégie financière</i> : fournit du soutien, des conseils stratégiques et des analyses financières et économétriques sur l'attribution équitable de financement aux organismes de prestation de services, la rémunération médicale, la modélisation des dépenses du programme de médicaments provincial ainsi que des initiatives et des projets liés au système de santé; applique l'information fondée sur les données probantes conformément aux mandats et aux priorités du gouvernement.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 617	1 274
		2) Autres dépenses	213	213
		Sous-total b)	1 830	1 487
	c)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	642	601
		2) Autres dépenses	23	23
		Sous-total c)	665	624
	d)	Contrôle financier		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 710	1 537
		2) Autres dépenses	319	319
		3) Subventions	438	438
		Sous-total d)	2 467	2 294

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	e)	Mise en service sur le plan financier		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 480	2 195
		2) Autres dépenses	103	103
		Sous-total e)	2 583	2 298
	f)	Stratégie financière		
		1) Salaires et avantages sociaux	690	614
		2) Autres dépenses	35	35
		Sous-total f)	725	649
21.2	2.	Politique et planification de la santé	19 153	17 557
		Soutien au gouvernement visant l'élaboration et la mise en œuvre de solutions législatives, stratégiques, de planification et d'information pour le système de soins de santé.		
		<i>Analytique et gestion de l'information</i> : dirige et gère le service provincial commun d'analytique et de gestion de l'information, qui vise à fournir de l'information exacte et en temps utile aux décideurs à l'échelle du système de soins de santé.		
		<i>Planification et gestion du savoir</i> : supervise la planification du système de santé pour assurer son intégration stratégique et son harmonisation avec les activités du ministère et le mandat du gouvernement. Veille à ce que la structure et la gouvernance du ministère et du système de santé favorisent l'intégration des services de santé, ainsi que la coordination des réponses ministérielles aux enquêtes, aux audits, aux propositions et à la responsabilisation en matière de réglementation.		
		<i>Politiques et normes</i> : dirige des activités en vue d'élaborer et de fournir des conseils stratégiques et des solutions concernant une vaste gamme de questions ayant trait au système de santé et aux décisions stratégiques gouvernementales. Gère la conception et l'élaboration des différentes formes de politiques afin de soutenir l'obligation redditionnelle relative aux orientations gouvernementales. Surveille la conformité du système de santé aux politiques et l'atteinte des objectifs stratégiques.		
		<i>Qualité et expérience citoyenne</i> : veille à la qualité du système de santé, notamment en ce qui concerne la prestation de soins axés sur les patients, la sécurité des patients, le processus d'agrément et la participation du public.		
		<i>Secrétariat législatif</i> : facilite l'élaboration et la modification de lois ou de règlements qui relèvent du ministre de la Santé, des Aînés et des Soins de longue durée. Fournit de l'information et des conseils relativement à l'application des lois et des règlements.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	302	273
		2) Autres dépenses	64	64
		Sous-total a)	366	337
	b)	Analytique et gestion de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 017	5 983
		2) Autres dépenses	682	682
		Sous-total b)	7 699	6 665
	c)	Planification et gestion du savoir		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 923	1 759
		2) Autres dépenses	796	796
		Sous-total c)	2 719	2 555
	d)	Politiques et normes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 808	1 589
		2) Autres dépenses	2 541	2 541
		Sous-total d)	4 349	4 130
	e)	Qualité et expérience citoyenne		
		1) Salaires et avantages sociaux	625	605
		2) Autres dépenses	2 262	2 262
		Sous-total e)	2 887	2 867
	f)	Secrétariat législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	966	836
		2) Autres dépenses	167	167
		Sous-total f)	1 133	1 003

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.3	3.	Assurances.	18 754	15 205
		Établissement et administration des prestations comme le prescrit la Loi canadienne sur la santé, ainsi que des prestations financées par le gouvernement provincial comme le prescrivent la Loi sur l'assurance-maladie, la Loi sur les pharmacies et la Loi sur l'aide à l'achat de médicaments sur ordonnance. Établissement et surveillance des politiques, normes et processus administratifs ministériels.		
		<i>Stratégie sur la rémunération médicale et la main-d'œuvre</i> : dirige la supervision de la planification du système de santé en matière de rémunération des médecins (rémunération médicale) et des dépenses pour les services assurés. Assure l'harmonisation avec les politiques gouvernementales prioritaires et les exigences cliniques du système de santé.		
		<i>Services non assurés</i> : planifie, gère et administre les prestations financées par le gouvernement provincial et offertes en plus de celles requises par la Loi canadienne sur la santé. Procède à l'établissement des critères d'admissibilité, aux améliorations des services, aux modifications législatives et à la conception du régime de prestations connexe pour soutenir les objectifs et les priorités du gouvernement en matière de prestation de soins de santé.		
		<i>Services assurés</i> : planifie, gère et surveille l'inscription des résidents du Manitoba pour les prestations et les paiements à l'acte aux fournisseurs de soins de santé assurés en vertu du régime d'assurance-maladie provincial. Interprète et explique les prestations offertes en vertu du régime d'assurance-maladie provincial pour conseiller et orienter les organismes de prestation de services et assurer l'harmonisation avec les exigences de la Loi canadienne sur la santé. Formule des politiques, conçoit le régime de prestations et établit les modifications législatives correspondantes dans le but d'appuyer les objectifs et les priorités du gouvernement en matière de prestation de soins de santé. Soutient l'élaboration des mandats de négociation pour les fournisseurs de soins de santé, les associations professionnelles et d'autres régimes provinciaux.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	307	279
		2) Autres dépenses	39	39
		Sous-total a)	346	318
	b)	Stratégie sur la rémunération médicale et la main-d'œuvre		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 817	1 354
		2) Autres dépenses	715	715
		3) Subventions	97	97
		Sous-total b)	2 629	2 166

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	c)	Services non assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 532	4 458
		2) Autres dépenses	579	579
		3) Subventions	414	414
		Sous-total c)	6 525	5 451
	d)	Services assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 805	6 216
		2) Autres dépenses	1 449	1 054
		Sous-total d)	9 254	7 270
21.4	4.	Santé publique	33 799	29 714
		<p>Direction stratégique et surveillance des programmes, des politiques, des pratiques et des services de santé publique au Manitoba, conformément à la Loi sur la santé publique, et en tenant compte des fonctions essentielles de la santé publique reconnues à l'échelle nationale et internationale, ainsi que des priorités et des enjeux stratégiques et opérationnels émergents. Soutien des services de santé dans les postes de soins infirmiers.</p> <p><i>Services de santé publique et de santé de la population</i> : en collaboration avec le Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba, assure la direction provinciale en matière de services de santé publique et de santé de la population, la coordination et la surveillance du système grâce à la mise en œuvre de politiques et de programmes essentiels dans le domaine, qui visent à améliorer l'état de santé de l'ensemble de la population, à favoriser la santé des collectivités et à réduire les inégalités en matière de santé. Concentre ses activités sur la direction des soins infirmiers cliniques en santé publique, les mesures de soutien régionales et cliniques, les programmes de santé de la population, la promotion de la santé, la gestion des urgences sanitaires et les activités des postes de soins infirmiers de la province.</p> <p><i>Salubrité de l'environnement</i> : en collaboration avec le Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba, protège et favorise la santé de la population manitobaine au moyen de politiques, de mesures de sensibilisation et de stratégies d'intervention visant à réduire les risques pour la santé du public. Les principales responsabilités comprennent le leadership relativement à la gestion des enjeux et des politiques de salubrité de l'environnement, et la supervision et l'application des exigences et des fonctions du programme d'inspection sanitaire du Manitoba conformément aux pratiques exemplaires et aux exigences législatives prévues dans la Loi sur la santé publique.</p>		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
<i>Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba : assure une direction coordonnée et intégrée en matière de santé publique pour les services et les programmes de santé publique à l'échelle régionale et provinciale, y compris en s'acquittant des rôles et des responsabilités énoncés dans la Loi sur la santé publique aux fins de promotion et de protection de la santé de la population.</i>				
<i>Prévention et contrôle des maladies transmissibles : en collaboration avec le Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba, améliore et protège la santé de la population manitobaine par l'élaboration de politiques en matière de santé publique et de santé de la population, la planification stratégique, la supervision et la direction clinique axée sur la prévention et le contrôle des maladies transmissibles, la surveillance et les systèmes d'information en matière de santé publique.</i>				
a)		Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	414	382
		2) Autres dépenses	85	85
		Sous-total a)	499	467
b)		Services de santé publique et de santé de la population		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 503	2 141
		2) Autres dépenses	8 394	7 654
		3) Subventions	311	311
		Sous-total b)	11 208	10 106
c)		Salubrité de l'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 440	5 808
		2) Autres dépenses	641	641
		Sous-total c)	7 081	6 449
d)		Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 063	7 215
		2) Autres dépenses	401	391
		Sous-total d)	9 464	7 606
e)		Prévention et contrôle des maladies transmissibles		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 324	2 863
		2) Autres dépenses	2 223	2 223
		Sous-total e)	5 547	5 086

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.5	5.	Performance et supervision	6 023	5 368
		Supervision de la performance du système de soins de santé par la mise en service sur le plan des services de santé, par l'administration de cadres de travail en matière de gestion de la performance, de gestion des risques et de reddition de comptes, par l'élaboration et la coordination d'activités relatives à la transformation du système de santé et à la réconciliation avec les peuples autochtones dans le domaine de la santé, et par la supervision et la prise en charge des affaires et des ententes intergouvernementales portant sur la santé.		
		<i>Gestion de l'obligation redditionnelle</i> : fournit du leadership quant à la surveillance, à l'évaluation et au suivi de la performance à l'échelle du système, en effectuant des analyses, en gérant la performance et en rendant compte des résultats.		
		<i>Mise en service sur le plan des services de santé</i> : dirige l'élaboration, l'exécution et les responsabilités en ce qui concerne les accords de mise en service conclus avec les organismes subventionnés et les organismes de prestation de services.		
		<i>Affaires intergouvernementales</i> : assure l'élaboration, la coordination, l'exécution, le maintien et la supervision des ententes intergouvernementales du ministère.		
		<i>Réconciliation avec les peuples autochtones</i> : assure l'élaboration, la coordination, l'exécution, le maintien et la supervision de la reddition de comptes concernant la réconciliation avec les peuples autochtones.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	388	348
		2) Autres dépenses	69	69
		Sous-total a)	457	417
	b)	Gestion de l'obligation redditionnelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 235	1 096
		2) Autres dépenses	64	64
		Sous-total b)	1 299	1 160
	c)	Mise en service sur le plan des services de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 708	1 551
		2) Autres dépenses	1 001	1 001
		Sous-total c)	2 709	2 552

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	d)	Affaires intergouvernementales		
		1) Salaires et avantages sociaux	763	598
		2) Autres dépenses	112	112
		Sous-total d)	875	710
	e)	Réconciliation avec les peuples autochtones		
		1) Salaires et avantages sociaux	519	365
		2) Autres dépenses	164	164
		Sous-total e)	683	529
21.6	6.	Aînés et soins de longue durée.....	22 423	22 185
		Fournit au ministre des conseils, du soutien analytique et un appui aux initiatives pour la mise en œuvre de mesures visant les personnes âgées et la défense de leurs intérêts ainsi que de soins de longue durée.		
		<i>Aînés et soins de longue durée</i> : assure le leadership stratégique visant la progression des priorités du ministère, en mettant l'accent sur le continuum de soins pour les personnes âgées, et les secteurs des soins de longue durée et des soins à domicile. Collabore avec le gouvernement et des partenaires communautaires pour promouvoir la santé et le bien-être des personnes âgées en améliorant l'accès à l'information, aux services et à des environnements créant des conditions favorables. Gère les politiques provinciales fondées sur les données probantes pour assurer la prestation de services de soins de longue durée sécuritaires, efficaces, adaptés et de haute qualité aux personnes âgées et à l'ensemble de la population du Manitoba.		
		<i>Délivrance des permis et conformité</i> : assure la conformité du système de santé avec les lois, les politiques et les normes provinciales applicables pour veiller au maintien d'environnements sécuritaires pour les patients. Applique la Loi sur la protection des personnes recevant des soins, notamment en recevant les signalements de négligence et de mauvais traitements présumés des patients dans les établissements de soins de santé désignés. Supervise l'octroi de permis aux services médicaux d'urgence et aux foyers de soins personnels.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	216	187
		2) Autres dépenses	50	50
		Sous-total a)	266	237
	b)	Aînés et soins de longue durée		
		1) Salaires et avantages sociaux	506	474
		2) Autres dépenses	18 790	18 790
		3) Subventions	53	53
		Sous-total b)	19 349	19 317

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	c)	Délivrance des permis et conformité		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 630	2 453
		2) Autres dépenses	178	178
		Sous-total c)	2 808	2 631
21.7	7.	Stratégie et administration ministérielles	8 695	7 893
		Haute direction, planification, direction de projets et fourniture de services centralisés de planification stratégique et d'orientation des politiques et des programmes ministériels. Il s'agit notamment de politiques stratégiques, de conseils ministériels et d'orientation concernant les attributions financières et l'obligation redditionnelle du ministère, en étroite collaboration avec la Division des finances du ministère. Direction et gestion des initiatives stratégiques concernant les priorités ministérielles et les projets stratégiques interministériels, fourniture de conseils stratégiques complexes et hautement spécialisés, et soutien de la haute direction du ministère.		
		<i>Services du ministère</i> : élabore et soutient l'harmonisation avec les politiques administratives, les processus et les normes, et dirige les communications ministérielles, l'exploitation, ainsi que les efforts en matière de bien-être, de participation, de diversité et d'inclusion du personnel. Fournit du soutien administratif, technologique et logistique au ministère de la Santé, des Aînés et des Soins de longue durée et au ministère du Logement, de la Lutte contre les dépendances et de la Lutte contre l'itinérance.		
		<i>Infrastructure</i> : fournit des conseils stratégiques et des recommandations afin d'harmoniser les investissements dans l'infrastructure de santé avec les priorités et les besoins en matière de santé dans la province. Produit des rapports exhaustifs sur l'état d'avancement du programme global d'immobilisations pour assurer la reddition de comptes et la transparence. Établit des politiques et des lignes directrices visant à améliorer l'infrastructure afin d'assurer la prestation durable et efficace de services de soins de santé partout dans la province.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	661	577
		2) Autres dépenses	40	40
		Sous-total a)	701	617
	b)	Services du ministère		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 497	2 275
		2) Autres dépenses	4 140	3 749
		Sous-total b)	6 637	6 024

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	c)	Infrastructure		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 276	1 171
		2) Autres dépenses	81	81
		Sous-total c)	1 357	1 252
21.8	8.	Financement des offices de la santé.	6 228 011	5 755 094
		<i>Soins de courte durée — Financement des organismes de prestation de services : finance les offices de la santé, Action cancer Manitoba et Soins communs pour la prestation de services dans les milieux de soins de courte durée. Le financement du secteur des soins de courte durée comprend le financement de fonctionnement lié à la rémunération, aux fournitures et aux médicaments requis pour exploiter des établissements ou exécuter des programmes de soins de courte durée.</i>		
		<i>Soins de longue durée — Financement des organismes de prestation de services : finance les offices de la santé pour la prestation de services aux foyers de soins personnels autorisés dans la province. Le financement du secteur des soins de longue durée comprend le financement de fonctionnement lié à la rémunération, aux fournitures et aux médicaments requis pour exploiter des établissements de soins de longue durée.</i>		
		<i>Soins à domicile — Financement des organismes de prestation de services : finance les offices de la santé pour la prestation des soins à domicile et des services connexes requis pour améliorer les soins aux patients à la maison. Le financement du secteur des soins à domicile comprend essentiellement le financement de la rémunération et du coût des fournitures.</i>		
		<i>Services communautaires de santé — Financement des organismes de prestation de services : finance les offices de la santé et Soins communs pour la prestation de services par l'intermédiaire des organismes communautaires de santé.</i>		
		<i>Services d'intervention et de transport d'urgence — Financement des organismes de prestation de services : finance Soins communs pour la prestation des Services d'intervention d'urgence à l'échelle de la province, et finance les offices de la santé pour la prestation du Programme de transport des malades du Nord.</i>		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
a)		Soins de courte durée — Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	13 242	12 132
	2)	Subventions	4 101 072	3 740 825
		Sous-total a)	4 114 314	3 752 957
b)		Soins de longue durée – Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	161	161
	2)	Subventions	964 087	910 849
		Sous-total b)	964 248	911 010
c)		Soins à domicile – Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Subventions	563 698	521 307
d)		Services de santé communautaire – Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	2 289	2 289
	2)	Subventions	300 367	298 725
		Sous-total d)	302 656	301 014
e)		Services d'intervention et de transport d'urgence – Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Subventions	283 095	268 806

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.9	9.	Services de santé provinciaux	380 676	358 838
		Programmes et services de santé à l'échelle provinciale, y compris les services hors province, les services de transfusion sanguine, les hôpitaux fédéraux, les programmes de services connexes, les initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs, le Manitoba Learning Health System Network, et les agents immunisants, produits biologiques et médicaments.		
		<i>Services hors province</i> : couvre les coûts des services hospitaliers assurés requis par les Manitobains qui sont hors de la province temporairement. Ce poste satisfait aux exigences de transférabilité de la Loi canadienne sur la santé.		
		<i>Services de transfusion sanguine</i> : supervise et informe l'orientation stratégique, le financement, la planification et le soutien de la coordination interprovinciale concernant l'utilisation de produits sanguins, l'offre d'organes et de tissus et les dépenses connexes du Manitoba afin que la population bénéficie d'un accès sécuritaire, fiable et durable aux produits et aux services de transfusion et de greffe appropriés.		
		<i>Hôpitaux fédéraux</i> : fournit du financement pour les services médicaux dispensés aux résidents du Manitoba non visés par un traité aux hôpitaux fédéraux situés à Norway House et à Hodgson ainsi qu'aux 22 postes de soins infirmiers fédéraux.		
		<i>Programmes de services connexes</i> : fournit des appareils fonctionnels comme il est prescrit dans le Règlement sur l'assurance relative aux prothèses, aux orthèses et aux autres appareils médicaux de la Loi sur l'assurance-maladie.		
		<i>Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs</i> : met en place des initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs au Manitoba.		
		<i>Manitoba Learning Health System Network</i> : soutient l'évaluation des politiques et la recherche sur les questions de santé prioritaires à l'échelle du ministère par l'intermédiaire du Centre manitobain des politiques en matière de santé, du George and Fay Yee Centre for Healthcare Innovation, du Manitoba Training Program for Health Services Research et de Translating Research in Elder Care.		
		<i>Agents immunisants, produits biologiques et médicaments</i> : assure la sécurité de l'approvisionnement en vaccins et en médicaments par l'achat, le stockage et la distribution d'agents immunisants, de produits biologiques et de médicaments.		
		<i>Gestion de projets</i> : offre du soutien aux projets liés à la transformation du système de santé.		
		<i>Fonds de soutien à l'innovation dans le système de santé</i> : appuie les investissements prioritaires dans le système de santé financé et géré par le secteur public qui renforcent la capacité, à long terme, de répondre aux besoins de la population manitobaine en matière de services chirurgicaux et diagnostiques et de soins de santé primaires, et qui permettent de réduire les délais d'attente pour ces services.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
	a)	Services hors province		
	1)	Autres dépenses	76 224	60 224
	b)	Services de transfusion sanguine		
	1)	Autres dépenses	109 186	94 023
	c)	Hôpitaux fédéraux		
	1)	Autres dépenses	3 029	2 579
	d)	Programmes de services connexes		
	1)	Autres dépenses	31 456	31 231
	e)	Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs		
	1)	Autres dépenses	5 016	5 016
	f)	Manitoba Learning Health System Network		
	1)	Subventions	3 750	3 750
	g)	Agents immunisants, produits biologiques et médicaments		
	1)	Autres dépenses	73 421	73 421
	h)	Gestion de projets		
	1)	Autres dépenses	12 024	22 024
	i)	Fonds de soutien à l'innovation dans le système de santé		
	1)	Autres dépenses	66 570	66 570

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.10	10.	Services médicaux	2 381 223	2 120 927
		Paiement aux résidents du Manitoba ou en leur nom pour les services assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les médecins (y compris les médecins hors province), les optométristes, les chiropraticiens, les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale et les dentistes, ainsi que le paiement des services non payés à l'acte aux médecins. Soutien à la formation, au recrutement et au maintien de médecins au moyen de programmes de recrutement et de maintien de médecins au Manitoba.		
		<i>Paiement à l'acte</i> : couvre les services en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les médecins.		
		<i>Autres modes de financement</i> : couvre le paiement des services non payés à l'acte aux médecins, aux assistants médicaux et aux auxiliaires médicaux.		
		<i>Autres services professionnels</i> : couvre les services assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les optométristes, les chiropraticiens, les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale et les dentistes.		
		<i>Médecins hors province</i> : couvre les services assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les médecins, ainsi que le paiement des services non payés à l'acte aux médecins pour les services requis par les Manitobains qui sont hors de la province temporairement.		
		<i>Programme de recrutement de médecins et de maintien des effectifs</i> : soutien aux programmes de recrutement et de maintien de médecins aux fins de formation, de recrutement et de maintien de médecins, particulièrement dans les régions rurales et le nord du Manitoba.		
	a)	Paiement à l'acte		
	1)	Autres dépenses	1 536 788	1 335 640
	b)	Autres modes de financement		
	1)	Subventions	717 622	674 194
	c)	Autres services professionnels		
	1)	Autres dépenses	37 657	30 106
	d)	Médecins hors province		
	1)	Autres dépenses	37 654	33 044
	e)	Programme de recrutement de médecins et de maintien des effectifs		
	1)	Autres dépenses	1 691	1 691
	2)	Subventions	49 811	46 252
		Sous-total e)	51 502	47 943

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, ÂÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
21.11	11.	Régime d'assurance-médicaments..... Finance les prestations pharmaceutiques conformément à la Loi sur l'aide à l'achat de médicaments sur ordonnance et aux règlements qui s'y rattachent et à la Loi sur les pharmacies et aux règlements qui s'y rattachent pour protéger les résidents du Manitoba des difficultés financières résultant de l'achat de médicaments sur ordonnance admissibles. Y sont englobées les prestations pharmaceutiques versées en vertu du Programme des services de santé du ministère des Familles aux bénéficiaires de l'aide sociale.	602 006	466 088
	a)	Programmes de médicaments		
	1)	Autres dépenses	680 698	544 780
	b)	Dépenses en médicaments engagées par le ministère des Familles		
	1)	Autres dépenses	(78 692)	(78 692)
21.12	12.	Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables Financement accordé aux offices de la santé, à Action cancer Manitoba et à Soins communs à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés, d'achat de matériel, d'autres dépenses en immobilisations et d'intérêts.	296 499	238 510
	a)	Remboursement du principal		
	1)	Subventions	147 412	133 317
	b)	Achat et remplacement de matériel		
	1)	Subventions	20 783	18 783
	c)	Autres dépenses en immobilisations		
	1)	Subventions	7 700	7 700
	d)	Intérêts		
	1)	Subventions	120 604	78 710

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SANTÉ, AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (21), suite				
D.N.V.	13.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	289	289
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	289	289
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
21.13	21.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables.	535 000	550 000
		Développement, acquisition ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé	535 000	550 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances et services ministériels	7 390	5,6	6 999
2. Santé mentale et lutte contre les dépendances	53 337	7,2	49 767
3. Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	267 782	(3,4)	277 136
4. Médecins — Psychiatrie	104 242	-	104 242
5. Financement des offices de la santé	322 458	-	322 344
6. Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables	820	-	820
Total de la Partie A — Fonctionnement	756 029	(0,7)	761 308
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	755 209	(0,7)	760 488
Subventions en capital	820	-	820
Total des crédits à voter	756 029	(0,7)	761 308
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	756 029	(0,7)	761 308
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	21 700	44,7	15 000
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	78 000	-	78 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			733 965
Transfert venant de :			
- Finances			171
- Santé, Aînés et Soins de longue durée			12 959
- Crédits d'autorisation			14 213
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>761 308</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
Partie A — Fonctionnement				
24.1	1.	Finances et services ministériels	7 390	6 999
		<i>Services financiers</i> : services financiers, haute direction, planification, obligation redditionnelle des organismes, y compris l'examen du budget et le contrôle financier, et soutien administratif du ministère.		
		<i>Services ministériels</i> : coordonne les dispositions législatives, fournit des rapports et d'autres documents d'information à la haute direction et au personnel de soutien, et assure la reddition de comptes et l'évaluation de la performance, la gestion des programmes ainsi que la mise en œuvre des politiques, des programmes et des améliorations de service.		
		<i>Priorités stratégiques et soutien au Comité du Cabinet chargé de la santé des enfants</i> : offre une direction stratégique, de l'orientation et de la supervision pour les activités ministérielles, ainsi que des services de secrétariat au Comité du Cabinet chargé de la santé des enfants.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	993	910
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	1 073	990
	c)	Services financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 257	1 210
		2) Autres dépenses	55	55
		Sous-total c)	1 312	1 265
	d)	Services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 335	3 161
		2) Autres dépenses	309	190
		Sous-total d)	3 644	3 351
	e)	Priorités stratégiques et soutien au Comité du Cabinet chargé de la santé des enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 247	1 280
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total e)	1 312	1 345

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
24.2	2.	Santé mentale et lutte contre les dépendances	53 337	49 767
		Établissement d'une orientation stratégique, de politiques, de lignes directrices, de normes, de dispositions législatives et de mesures de surveillance en matière de santé mentale, de lutte contre les dépendances et de rétablissement pour les organismes de prestation de services et les organismes communautaires subventionnés. Leadership stratégique à l'appui des objectifs et des priorités du ministère.		
		<i>Traitement et rétablissement en santé mentale et en dépendances</i> : fournit du leadership stratégique dans l'élaboration de politiques provinciales et la planification de services et de systèmes ainsi que des conseils en ce qui concerne le traitement et les soins continus dans le domaine de la santé mentale et de la lutte contre les dépendances. La Direction travaille avec des organismes de prestation de services et des partenaires communautaires au renforcement des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances à l'échelle de la province.		
		<i>Promotion de la santé mentale et réduction des méfaits</i> : assure le leadership stratégique aux fins de planification du système provincial et d'élaboration des politiques dans les domaines de la promotion de la santé mentale, de la réduction des méfaits et des interventions précoces chez les enfants et les jeunes. La Direction travaille avec des organismes de prestation de services et des partenaires communautaires à l'amélioration des services de santé mentale et de réduction des méfaits à l'échelle de la province.		
		<i>Bureau du psychiatre en chef de la Province</i> : conseils de spécialistes en psychiatrie sur toutes les questions concernant la pratique de la profession et l'élaboration des politiques, des programmes et des dispositions législatives en matière de santé mentale. Le psychiatre en chef de la Province est également responsable de l'application de la Loi sur la santé mentale du Manitoba.		
		<i>Commission d'examen des questions liées à la santé mentale</i> : à titre d'organisme quasi judiciaire indépendant, entend les appels quant à l'admission ou au traitement d'un patient d'un établissement psychiatrique et entreprend des examens automatiques de tous les patients en cure obligatoire de longue durée et les patients en congé prolongé.		
	a)	Traitement et rétablissement en santé mentale et en dépendances		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 176	2 107
		2) Autres dépenses	29 719	25 493
		3) Subventions	55	55
		Sous-total a)	31 950	27 655
	b)	Promotion de la santé mentale et réduction des méfaits		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 229	1 244
		2) Autres dépenses	18 433	19 140
		Sous-total b)	19 662	20 384

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
	c)	Bureau du psychiatre en chef de la Province		
	1)	Salaires et avantages sociaux	761	776
	2)	Autres dépenses	635	635
		Sous-total c)	1 396	1 411
	d)	Commission d'examen des questions liées à la santé mentale		
	1)	Salaires et avantages sociaux	221	209
	2)	Autres dépenses	108	108
		Sous-total d)	329	317
24.3	3.	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	267 782	277 136
		Administration des logements sociaux et des programmes de financement à l'intention des particuliers et des organismes afin de répondre aux besoins en matière de logement des collectivités et de lutter contre l'itinérance chronique dans la province.		
	a)	Logement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	39 995	37 809
	2)	Autres dépenses	3 318	3 318
	3)	Subventions	169 299	191 149
		Sous-total a)	212 612	232 276
	b)	Lutte contre l'itinérance		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 185	1 139
	2)	Autres dépenses	27 621	27 621
	3)	Subventions	26 364	16 100
		Sous-total b)	55 170	44 860

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
24.4	4.	Médecins — Psychiatrie	104 242	104 242
		Couvre les services de psychiatrie assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les demandes de paiements à l'acte présentées par les médecins, ainsi que le paiement de services non rémunérés à l'acte aux médecins, aux auxiliaires médicaux et aux assistants médicaux pour la prestation de services de psychiatrie et de santé mentale.		
	a)	Paie ment à l'acte		
		1) Autres dépenses	52 482	52 482
	b)	Autres modes de financement		
		1) Autres dépenses	51 760	51 760
24.5	5.	Financement des offices de la santé.	322 458	322 344
		Financement des offices de la santé et de Soins communs pour qu'ils offrent des services de santé mentale et de rétablissement, des services de psychiatrie par un médecin et des programmes de promotion du mieux-être et de la santé.		
		<i>Services de santé mentale et de lutte contre les dépendances</i> : fournit du financement aux offices de la santé et à Soins communs pour la prestation de services de santé mentale, notamment du financement pour offrir des services spécialisés en milieu hospitalier de soins de santé mentale, de traitement des lésions cérébrales acquises et de réadaptation aux résidents du Manitoba dont les besoins complexes ne peuvent être comblés ailleurs dans le système provincial de soins de santé.		
		Financement des offices de la santé et de Soins communs pour la prestation à la population manitobaine d'une gamme de services de lutte contre les dépendances axés sur le client, comprenant l'éducation du public, le traitement en établissement et dans la collectivité, et le suivi dans les collectivités de toute la province.		
		<i>Promotion de la santé mentale et réduction des méfaits</i> : fournit du financement aux offices de la santé et à Soins communs pour qu'ils offrent des programmes de promotion de la santé mentale, de prévention du suicide et de réduction des méfaits.		
	a)	Services de santé mentale et de lutte contre les dépendances		
		1) Subventions	307 652	307 538
	b)	Promotion de la santé mentale et réduction des méfaits		
		1) Subventions	14 806	14 806

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
LOGEMENT, LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES ET LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE (24), suite				
24.6	6.	Coûts liés aux immobilisations des autres entités comptables	820	820
		Financement accordé aux offices de la santé à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés et d'intérêts.		
	a)	Remboursement du principal		
		1) Subventions	570	570
	b)	Intérêts		
		1) Subventions	250	250
Partie C — Prêts et garanties				
24.7	24.	Programmes de prêts et de garanties	21 700	15 000
		Autorisation des dépenses non budgétaires visant les besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation et le financement pour l'élaboration de propositions.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
		1) Prêts et garanties liés à l'incitatif à la construction de logements locatifs	20 700	14 000
		2) Fonds pour l'élaboration de propositions	1 000	1 000
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
24.8	24.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables.	78 000	78 000
		Acquisition, développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, y compris les parcs de logements et l'aménagement des terres appartenant à la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
		1) Infrastructure	75 000	75 000
		2) Fonds d'appui aux projets fonciers	3 000	3 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services ministériels	24 856	(1,0)	25 101
2. Solutions numériques et technologiques	32 393	(51,4)	66 596
3. Cybersécurité	3 299	(2,3)	3 377
4. Programme de modernisation des systèmes de planification des ressources organisationnelles	38 052	(41,5)	65 061
5. Innovation	22 712	(14,3)	26 500
Sous-total	121 312	(35,0)	186 635
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	10 828	-	10 828
Total de la Partie A — Fonctionnement	132 140	(33,1)	197 463
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	121 312	(35,0)	186 635
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	121 312	(35,0)	186 635
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	10 828	-	10 828
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	132 140	(33,1)	197 463
Partie B — Investissements en immobilisations			
18. Immobilisations			
Actif général	5 200	-	5 200
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	5 200	-	5 200

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			177 456
Transfert venant de :			
- Éducation postsecondaire et Formation			13 954
- Affaires, Mines, Commerce et Création d'emplois			1 563
- Santé, Aînés et Soins de longue durée			629
- Crédits d'autorisation			4 000
Transfert allant à :			
- Finances			(139)
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>197 463</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite				
Partie A — Fonctionnement				
18.1	1.	Services ministériels	24 856	25 101
		Haute direction, planification et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes. Prestation de services de radiocommunication modernes qui aident les organismes manitobains de sécurité publique et de service public à répondre aux urgences de façon efficace, sûre, fiable et coordonnée.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	982	1 104
		2) Autres dépenses	37	37
		Sous-total b)	1 019	1 141
	c)	Politiques et priorités stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 283	1 369
		2) Autres dépenses	70	70
		Sous-total c)	1 353	1 439
	d)	Service des communications de la sécurité publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	197	235
		2) Autres dépenses	22 238	22 238
		Sous-total d)	22 435	22 473

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite				
18.2	2.	Solutions numériques et technologiques	32 393	66 596
		Organisme central assumant la responsabilité générale des stratégies, des politiques et de la prestation de services ayant trait aux technologies numériques et de l'information pour le gouvernement du Manitoba. Les dépenses sont récupérées d'autres postes, s'il y a lieu.		
	a)	Activités liées aux technologies de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 765	1 679
		2) Autres dépenses	3 906	3 884
		Sous-total a)	5 671	5 563
	b)	Gestion des applications		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 035	4 284
		2) Autres dépenses	9 206	8 665
		Sous-total avant les sommes récupérées	14 241	12 949
		3) Autres dépenses	(3 743)	(3 743)
		Total des sommes récupérées	(3 743)	(3 743)
		Sous-total b)	10 498	9 206
	c)	Services à la clientèle		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 397	2 613
		2) Autres dépenses	74 516	70 473
		Sous-total avant les sommes récupérées	78 913	73 086
		3) Salaires et avantages sociaux	(670)	(670)
		4) Autres dépenses	(78 243)	(66 183)
		Total des sommes récupérées	(78 913)	(66 853)
		Sous-total c)	-	6 233

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite				
	d)	Gestion de l'infrastructure		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 935	3 281
		2) Autres dépenses	28 249	28 249
		Sous-total avant les sommes récupérées	31 184	31 530
		3) Autres dépenses	(17 569)	(17 569)
		Total des sommes récupérées	(17 569)	(17 569)
		Sous-total d)	13 615	13 961
	e)	Bureau de l'architecture intégrée		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 157	2 366
		2) Autres dépenses	452	452
		Sous-total e)	2 609	2 818
	f)	Bureau de la gestion de projets et de la modernisation des technologies de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 105	2 180
		2) Autres dépenses	5 502*	34 242
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 607	36 422
		3) Autres dépenses	(7 607)	(7 607)
		Total des sommes récupérées	(7 607)	(7 607)
		Sous-total f)	-	28 815
	g)	Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba	-	-

* Les dépenses liées à la mise en œuvre de l'infonuagique sont comprises dans le budget des immobilisations relatif aux crédits d'autorisation pour 2026-2027.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite				
18.3	3.	Cybersécurité	3 299	3 377
		Dirige les efforts de protection des données et des systèmes du Manitoba, assure l'avancement des opérations de sécurité des services de conseil en matière de risque et de sécurité de l'information, supervise la gestion de la conformité, et met en œuvre des mesures de réduction des risques et des contrôles de sécurité.		
	a)	Cybersécurité		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 587	1 665
		2) Autres dépenses	1 712	1 712
		Sous-total a)	3 299	3 377
18.4	4.	Programme de modernisation des systèmes de planification des ressources organisationnelles	38 052	65 061
		Soutien au Manitoba et à d'autres entités comptables désignées, y compris dans le secteur de la santé, pour la transition vers une solution nuagique de planification des ressources organisationnelles, notamment SAP S4HANA.		
	a)	Programme de modernisation des systèmes de planification des ressources organisationnelles		
		1) Salaires et avantages sociaux	-	-
		2) Autres dépenses	38 052*	65 061
		Sous-total a)	38 052	65 061
18.5	5.	Innovation	22 712	26 500
		Renforce l'écosystème d'innovation du Manitoba en améliorant les perspectives pour les innovateurs qui développent des technologies de pointe. Soutient les organismes comme Recherche Manitoba pour mobiliser l'écosystème de recherche de la province. Fournit des services spécialisés en matière de science des données et d'intelligence artificielle (IA) dans le but d'utiliser des outils d'analyse et d'automatisation évolués et factuels pour étayer la prise de décisions à l'échelle du gouvernement.		
	a)	Innovation		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 094	924
		2) Autres dépenses	1 101	10 059
		3) Subventions	20 517	15 517
		Sous-total a)	22 712	26 500

* Les dépenses liées à la mise en œuvre de l'infonuagique sont comprises dans le budget des immobilisations relatif aux crédits d'autorisation pour 2026-2027.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
INNOVATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES (18), suite				
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	10 828	10 828
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	10 828	10 828
Partie B — Investissements en immobilisations				
18.6	18.	Immobilisations	5 200	5 200
		Acquisition de matériel et de biens corporels pour le développement ou la mise à niveau des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Actif général	5 200	5 200

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
JUSTICE (4)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services stratégiques et ministériels	78 768	17,7	66 921
2. Droit de la Couronne	75 216	2,6	73 322
3. Conseiller législatif	4 799	3,1	4 655
4. Services correctionnels	296 916	2,9	288 589
5. Tribunaux	94 656	6,1	89 178
6. Sécurité publique	370 958	3,2	359 534
Sous-total	921 313	4,4	882 199
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations	2 589	(4,3)	2 704
Total de la Partie A — Fonctionnement	923 902	4,4	884 903
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	921 313	4,4	882 199
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	921 313	4,4	882 199
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	2 589	(4,3)	2 704
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	923 902	4,4	884 903
Partie B — Investissements en immobilisations			
4. Immobilisations			
Actif général	2 700	1,2	2 667
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	2 700	1,2	2 667
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	-	-	-

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------	---	--------------------------------

JUSTICE (4), suite

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	862 653
Transfert venant de :	
- Crédits d'autorisation	22 250
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	884 903

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
Partie A — Fonctionnement				
4.1	1.	Services stratégiques et ministériels.....	78 768	66 921
		Haute direction, orientation de la politique et coordination des programmes du ministère. Leadership et soutien dans les domaines suivants : planification financière; services financiers, comptables et budgétaires centralisés; gestion des documents; protection de la vie privée et divulgation proactive; services aux Autochtones; développement des technologies de l'information et services informatiques. Promotion des initiatives stratégiques d'innovation et détermination des résultats pour les programmes ministériels. Protection des droits des personnes qui ne peuvent se permettre d'avoir recours aux services d'un avocat. Enquête sur toute mort subite, violente ou inexplicée.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 079	1 053
		2) Autres dépenses	84	84
		Sous-total b)	1 163	1 137
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 413	4 180
		2) Autres dépenses	15 116	6 016
		Sous-total c)	19 529	10 196
	d)	Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 573	2 496
		2) Autres dépenses	13 369	11 122
		Sous-total avant les sommes récupérées	15 942	13 618
		3) Autres dépenses	(400)	(400)
		Total des sommes récupérées	(400)	(400)
		Sous-total d)	15 542	13 218
	e)	Société d'aide juridique du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	17 658	17 658
		2) Autres dépenses	18 981	18 981
		Sous-total e)	36 639	36 639
	f)	Bureau du médecin légiste en chef		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 090	1 927
		2) Autres dépenses	3 756	3 756
		Sous-total f)	5 846	5 683

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.2	2.	Droit de la Couronne.	75 216	73 322
		Administration de la justice criminelle au Manitoba. Poursuite des auteurs d'infraction en conformité avec les lois provinciales, le Code criminel du Canada et d'autres lois fédérales; services juridiques spécialisés, élaboration et analyse des politiques, et programmes qui protègent les droits des Manitobains; conseils au gouvernement sur la modernisation et l'amélioration des lois manitobaines; avis et services juridiques à tous les ministères et organismes gouvernementaux sur des questions de droit civil, familial et constitutionnel.		
	a)	Service des poursuites du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	50 291	48 893
		2) Autres dépenses	3 719	3 956
		3) Subventions	15	15
		Sous-total a)	54 025	52 864
	b)	Élaboration et analyse du droit de la Couronne		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 422	1 373
		2) Autres dépenses	130	130
		Sous-total b)	1 552	1 503
	c)	Services juridiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	16 688	16 128
		2) Autres dépenses	762	762
		3) Subventions	95	95
		Sous-total avant les sommes récupérées	17 545	16 985
		4) Autres dépenses	(486)	(486)
		Total des sommes récupérées	(486)	(486)
		Sous-total c)	17 059	16 499
	d)	Commission des droits de la personne du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 398	2 274
		2) Autres dépenses	182	182
		Sous-total d)	2 580	2 456

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.3	3.	Conseiller législatif.....	4 799	4 655
		Services de rédaction des projets de loi et des règlements pour tous les ministères et les organismes gouvernementaux et offre d'avis juridiques connexes; services de traduction législative et parlementaire pour le gouvernement et l'Assemblée législative; fonction de conseiller juridique de l'Assemblée législative; soutien à la Commission d'examen des textes législatifs et réglementaires; préparation des projets de loi ainsi que des lois et des règlements promulgués en vue de leur impression; exploitation et publication du site Web Législation manitobaine.		
	a)	Conseiller législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 265	4 121
		2) Autres dépenses	534	534
		Sous-total a)	4 799	4 655
4.4	4.	Services correctionnels.....	296 916	288 589
		Promotion de la sécurité publique au moyen de services et de programmes correctionnels; prise en charge, supervision et surveillance des jeunes contrevenants et des contrevenants adultes condamnés à une incarcération ou qui demeurent en détention en attendant une décision du tribunal; services et programmes correctionnels communautaires; recrutement et formation du personnel des services correctionnels; programmes de justice communautaire et de justice autochtone, notamment la justice réparatrice.		
	a)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 762	2 672
		2) Autres dépenses	11 679	10 542
		3) Subventions	-	73
		Sous-total a)	14 441	13 287
	b)	Services correctionnels en milieu de détention		
		1) Salaires et avantages sociaux	224 107	218 381
		2) Autres dépenses	24 739	24 739
		Sous-total b)	248 846	243 120
	c)	Services correctionnels dans la communauté		
		1) Salaires et avantages sociaux	28 355	27 197
		2) Autres dépenses	2 997	2 708
		3) Subventions	2 277	2 277
		Sous-total c)	33 629	32 182

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
4.5	5.	Tribunaux.....	94 656	89 178
		Prestation efficace et efficiente de services administratifs aux trois échelons du système judiciaire au Manitoba : la Cour d'appel, la Cour du Banc du Roi et la Cour provinciale, et d'autres services d'accès à la justice et de soutien judiciaire dont le Programme d'exécution des ordonnances alimentaires, le Programme de recouvrement des amendes, le Programme de dédommagement, le Programme des travailleurs autochtones auprès des tribunaux, la commission d'examen et le Registre des véhicules mis en fourrière. Promotion de la Stratégie relative à la justice familiale par l'entremise du Service de règlement des litiges familiaux; prestation des services autorisés par la Direction des services aux victimes, en soutien aux victimes d'actes criminels, aux victimes de violence familiale et aux enfants victimes.		
	a)	Services administratifs, stratégiques et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 811	4 082
		2) Autres dépenses	1 768	1 568
		Sous-total a)	6 579	5 650
	b)	Administration des tribunaux du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 554	14 791
		2) Autres dépenses	1 856	1 856
		Sous-total b)	16 410	16 647
	c)	Services judiciaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	33 091	28 665
		2) Autres dépenses	1 878	1 882
		3) Subventions	57	53
		Sous-total c)	35 026	30 600
	d)	Bureau du shérif		
		1) Salaires et avantages sociaux	13 246	11 424
		2) Autres dépenses	1 660	1 660
		Sous-total d)	14 906	13 084
	e)	Service de règlement des litiges familiaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 753	6 507
		2) Autres dépenses	1 305	1 759
		Sous-total e)	8 058	8 266

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	f)	Services aux victimes		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 577	7 304
		2) Autres dépenses	5 014	6 496
		3) Subventions	1 086	1 131
		Sous-total f)	13 677	14 931
4.6	6.	Sécurité publique	370 958	359 534
		Gestion des ententes provinciales de maintien de l'ordre négociées avec le gouvernement fédéral et d'autres parties; conseils au gouvernement sur la prestation de services de maintien de l'ordre; supervision et coordination des activités de la GRC, des corps de police municipaux, des enquêteurs privés, des gardiens de sécurité et des agents de police spéciaux; enquête sur les plaintes et les incidents graves impliquant des agents de police au Manitoba; coordination et mise en œuvre de politiques et de programmes de prévention du crime fondés sur des données probantes; services de sécurité aux ministères et aux organismes gouvernementaux; confiscation et disposition des biens obtenus ou utilisés criminellement; prestation de services stratégiques, opérationnels et tactiques aux organismes chargés de l'application de la loi, aux organismes de sécurité publique et au gouvernement.		
	a)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	893	836
		2) Autres dépenses	56	56
		Sous-total a)	949	892
	b)	Services de police de la province		
		1) Salaires et avantages sociaux	944	899
		2) Autres dépenses	333 977	323 233
		3) Subventions	110	110
		Sous-total b)	335 031	324 242
	c)	Financement bilatéral des services de maintien de l'ordre et de la sécurité publique		
		1) Autres dépenses	4 621	4 621
	d)	Services de maintien de l'ordre et sécurité publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 560	3 294
		2) Autres dépenses	921	921
		Sous-total d)	4 481	4 215

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	e)	Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi		
		1) Salaires et avantages sociaux	500	474
		2) Autres dépenses	36	36
		Sous-total e)	536	510
	f)	Commission de police du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	114	100
		2) Autres dépenses	116	116
		Sous-total f)	230	216
	g)	Unité d'enquête indépendante		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 257	2 240
		2) Autres dépenses	734	734
		Sous-total g)	2 991	2 974
	h)	Prévention du crime		
		1) Salaires et avantages sociaux	559	559
		2) Autres dépenses	1 283	1 533
		3) Subventions	5 070	4 820
		Sous-total h)	6 912	6 912
	i)	Direction de la sécurité		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 142	7 906
		2) Autres dépenses	863	863
		Sous-total avant les sommes récupérées	9 005	8 769
		3) Autres dépenses	(1 475)	(1 475)
		Total des sommes récupérées	(1 475)	(1 475)
		Sous-total i)	7 530	7 294
	j)	Direction manitobaine du renseignement		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 242	2 223
		2) Autres dépenses	3 975	3 975
		Sous-total j)	6 217	6 198
	k)	Unité de confiscation des biens obtenus ou utilisés criminellement		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 040	1 040
		2) Autres dépenses	420	420
		Sous-total k)	1 460	1 460

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	2 589	2 704
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	2 589	2 704
Partie B — Investissements en immobilisations				
4.7	4.	Immobilisations	2 700	2 667
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel et de rénovation des bâtiments.		
	a)	Actif général	2 700	2 667
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
4.8	4.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables.	-	-
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Société d'assurance publique du Manitoba	14 000	49 400
	b)	Moins : Autofinancement par la Société d'assurance publique du Manitoba	(14 000)	(49 400)

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration	1 472	1,4	1 452
2. Travail	27 099	4,9	25 837
3. Immigration	11 620	(3,7)	12 063
Total de la Partie A — Fonctionnement	40 191	2,1	39 352
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	40 191	2,1	39 352
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	40 191	2,1	39 352
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	40 191	2,1	39 352

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	39 152
Transfert venant de :	
- Crédits d'autorisation	200
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	39 352

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
Partie A — Fonctionnement				
11.1	1.	Administration	1 472	1 452
		Direction et coordination à l'échelle du ministère dans les domaines suivants : élaboration de politiques, planification stratégique et analyse des données dans le but d'aider le ministère et les organismes connexes à réaliser leurs mandats, notamment la Commission manitobaine des pensions.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	847	830
		2) Autres dépenses	95	94
		Sous-total b)	942	924
	c)	Commission des pensions		
		1) Salaires et avantages sociaux	371	370
		2) Autres dépenses	110	110
		Sous-total c)	481	480
11.2	2.	Travail	27 099	25 837
		Protège les particuliers et les organismes en fournissant des programmes et des services dans des domaines tels que la sécurité et l'hygiène du travail, les normes d'emploi et la sécurité publique. Veille à l'application d'un éventail de lois, de règlements et de lignes directrices, notamment en matière de sécurité et d'hygiène du travail, de normes d'emploi, de recrutement du personnel, de relations de travail et de sécurité des bâtiments. Établit des normes de sécurité pour le matériel technique, comme les ascenseurs, l'équipement fonctionnant au gaz et les appareils sous pression et à vapeur.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	267	256
		2) Autres dépenses	20	20
		Sous-total a)	287	276
	b)	Sécurité et hygiène du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 347	7 246
		2) Autres dépenses	1 922	1 851
		Sous-total b)	10 269	9 097

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
	c)	Commission du travail du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 893	1 811
		2) Autres dépenses	309	307
		Sous-total c)	2 202	2 118
	d)	Direction des normes d'emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 129	3 051
		2) Autres dépenses	339	334
		Sous-total d)	3 468	3 385
	e)	Bureau des conseillers		
		1) Salaires et avantages sociaux	779	732
		2) Autres dépenses	59	58
		Sous-total e)	838	790
	f)	Inspection et services techniques		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 423	5 176
		2) Autres dépenses	3 723	4 136
		Sous-total f)	9 146	9 312
	g)	Élaboration de la législation		
		1) Salaires et avantages sociaux	842	813
		2) Autres dépenses	47	46
		Sous-total g)	889	859

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRAVAIL ET IMMIGRATION (11), suite				
11.3	3.	Immigration	11 620	12 063
		Coordination, avec d'autres ordres de gouvernement et des intervenants locaux, de l'administration des programmes d'immigration économique, d'établissement et d'intégration axés sur les besoins des employeurs et des collectivités de la province en matière de compétences et de talents, afin de combler les lacunes qui ne peuvent l'être à l'échelle nationale et de promouvoir le développement et la croissance économiques. Collaboration avec 31 professions autoréglémentées par l'entremise du Bureau des pratiques d'inscription équitables afin de réduire les obstacles à l'obtention du permis d'exercice.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	489	443
		2) Autres dépenses	21	20
		Sous-total a)	510	463
	b)	Immigration		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 275	5 072
		2) Autres dépenses	1 284	1 252
		3) Aide financière	7 080	7 830
		Sous-total avant les sommes récupérées	13 639	14 154
		4) Aide financière	(3 080)	(3 080)
		Total des sommes récupérées	(3 080)	(3 080)
		Sous-total b)	10 559	11 074
	c)	Bureau des pratiques d'inscription équitables		
		1) Salaires et avantages sociaux	503	479
		2) Autres dépenses	48	47
		Sous-total c)	551	526

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	19 987	5,1	19 022
2. Aménagement et développement communautaires	6 018	5,8	5 687
3. Services de soutien aux municipalités et au Nord.	27 599	3,3	26 707
4. Financement communautaire	<u>741 193</u>	6,8	<u>694 240</u>
Sous-total	794 797	6,6	745 656
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	<u>11 190</u>	-	<u>11 190</u>
Total de la Partie A — Fonctionnement	<u>805 987</u>	6,5	<u>756 846</u>
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	623 300	8,6	574 159
Subventions en capital	<u>171 497</u>	-	<u>171 497</u>
Total des crédits à voter	794 797	6,6	745 656
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	11 190	-	11 190
Infrastructure	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total de la Partie A — Fonctionnement	<u>805 987</u>	6,5	<u>756 846</u>
Partie B — Investissements en immobilisations			
13. Immobilisations			
Actif général	1 600	5,8	1 512
Infrastructure	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	<u>1 600</u>	5,8	<u>1 512</u>

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13)			
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	75 000	(28,0)	104 200
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables	50 000	-	50 000

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	754 029
Transfert venant de :	
- Finances	100
- Prestation des services publics	2 717
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	<u>756 846</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
Partie A — Fonctionnement				
13.1	1.	Administration et finances	19 987	19 022
		Haute direction, planification et orientation des politiques et des programmes du ministère, ainsi que supervision de leur mise en œuvre. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et la supervision du budget.		
		Conformément aux dispositions législatives, traitement, examen, audition et décision relativement aux emprunts, à l'évaluation et à l'aménagement, parmi bien d'autres questions municipales. Le personnel administratif de la Commission municipale fournit aussi des services administratifs à la Commission de l'évaluation foncière et à la Commission d'appel de l'aide aux sinistrés, pour le compte de leur ministère respectif.		
		Soutien au ministère au moyen de services de consultation et d'analyse stratégique, ainsi que de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes dans les domaines suivants : financement municipal, développement communautaire, relations stratégiques avec les intervenants, services ministériels et harmonisation, autres initiatives ministérielles et gouvernementales.		
		Gestion des négociations et de la mise en œuvre des ententes multilatérales de financement et des partenariats conclus avec le gouvernement fédéral et les municipalités. Assure la planification de projets et la réalisation des projets municipaux d'immobilisations pour l'infrastructure relatifs à l'approvisionnement en eau et au traitement des eaux usées.		
		Assure le fonctionnement du Secrétariat aux affaires francophones.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 195	1 144
		2) Autres dépenses	106	105
		Sous-total b)	1 301	1 249
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 284	1 227
		2) Autres dépenses	184	181
		Sous-total c)	1 468	1 408
	d)	Commission municipale		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 353	1 299
		2) Autres dépenses	149	147
		Sous-total d)	1 502	1 446

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
	e)	Résultats et politique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 320	6 974
		2) Autres dépenses	888	880
		Sous-total e)	8 208	7 854
	f)	Secrétariat aux affaires francophones		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 570	3 238
		2) Autres dépenses	2 322	2 212
		3) Subventions	1 597	1 597
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 489	7 047
		4) Autres dépenses	(30)	(30)
		Total des sommes récupérées	(30)	(30)
		Sous-total f)	7 459	7 017
13.2	2.	Aménagement et développement communautaires.....	6 018	5 687
		Soutient le développement de collectivités saines et durables au moyen de l'aménagement du territoire. Guide les intervenants et les fait participer à l'élaboration des politiques et des lois qui régissent l'aménagement du territoire au Manitoba. Offre des services d'aménagement aux municipalités, aux districts d'aménagement, aux propriétaires fonciers et à l'ensemble de la population. Administre les approbations d'aménagement dans la circonscription spéciale d'aménagement de la zone intermodale et s'occupe de l'approbation des lotissements dans la plus grande partie du Manitoba, hors de Winnipeg et de Brandon.		
	a)	Aménagement communautaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 320	4 994
		2) Autres dépenses	698	693
		Sous-total a)	6 018	5 687

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
13.3	3.	Services de soutien aux municipalités et au Nord	27 599	26 707
		Prestation de services programmatiques, consultatifs et techniques intégrés qui renforcent la gouvernance et améliorent la capacité de prévention des incendies et d'intervention d'urgence, et promotion de la reddition de compte dans les municipalités et les collectivités relevant des Affaires du Nord. Expertise en gouvernance municipale et dans le domaine législatif ainsi qu'en matière d'évaluation foncière, de solutions technologiques, de travaux publics, de sécurité incendie et des personnes, et de coordination des interventions d'urgence.		
	a)	Services consultatifs et de gouvernance aux municipalités		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 784	1 700
		2) Autres dépenses	206	194
		Sous-total a)	1 990	1 894
	b)	Services d'évaluation foncière		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 303	9 995
		2) Autres dépenses	1 163	1 205
		Sous-total avant les sommes récupérées	11 466	11 200
		3) Salaires et avantages sociaux	(2 255)	(2 255)
		4) Autres dépenses	(299)	(299)
		Total des sommes récupérées	(2 554)	(2 554)
		Sous-total b)	8 912	8 646
	c)	Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 406	1 682
		2) Autres dépenses	1 256	1 180
		Sous-total avant les sommes récupérées	2 662	2 862
		3) Salaires et avantages sociaux	(246)	(246)
		4) Autres dépenses	(248)	(248)
		Total des sommes récupérées	(494)	(494)
		Sous-total c)	2 168	2 368

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
	d)	Affaires du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 301	4 109
		2) Autres dépenses	1 486	1 482
		Sous-total d)	5 787	5 591
	e)	Bureau du commissaire aux incendies		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 797	5 354
		2) Autres dépenses	2 585	2 494
		3) Subventions	360	360
		Sous-total e)	8 742	8 208
13.4	4.	Financement communautaire	741 193	694 240
		Financement pour appuyer la prestation de services communautaires et le renouvellement de l'infrastructure.		
	a)	Financement des municipalités et subventions connexes		
		1) Subventions	382 832	378 279
	b)	Fonds de croissance des recettes pour un Manitoba uni		
		1) Subventions	12 560	12 400
	c)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba		
		1) Subventions	24 000	24 000
	d)	Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes		
		1) Subventions	23 680	23 188
		Sous-total avant les sommes récupérées	23 680	23 188
		2) Subventions	(22 714)	(22 240)
		Total des sommes récupérées	(22 714)	(22 240)
		Sous-total d)	966	948
	e)	Aménagement communautaire		
		1) Subventions	32 034	32 034
		Sous-total avant les sommes récupérées	32 034	32 034
		2) Subventions	(3 790)	(3 790)
		Total des sommes récupérées	(3 790)	(3 790)
		Sous-total e)	28 244	28 244

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS ET LE NORD (13), suite				
	f)	Financement des collectivités relevant des Affaires du Nord		
	1)	Subventions	15 353	15 126
	g)	Initiative d'alimentation saine dans le Nord		
	1)	Subventions	1 297	1 297
	h)	Ententes multilatérales de financement		
	1)	Subventions	275 941	233 946
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	11 190	11 190
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	6 390	6 390
	2)	Charge de désactualisation	4 800	4 800
Partie B — Investissements en immobilisations				
13.5	13.	Immobilisations	1 600	1 512
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel et de biens-fonds.		
	a)	Actif général	1 600	1 512
Partie C — Prêts et garanties				
13.6	13.	Programmes de prêts et de garanties	75 000	104 200
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires, afin de soutenir la réalisation de projets municipaux d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées.		
	a)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba	75 000	104 200
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
13.7	13.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables.	50 000	50 000
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Société manitobaine des alcools et des loteries	50 000	50 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	8 129	8,9	7 463
2. Partenariats économiques avec les Autochtones	18 051	1,4	17 802
3. Gérance des ressources naturelles	34 697	1,6	34 165
4. Conservation et lutte contre les incendies échappés	82 726	5,0	78 818
Sous-total	143 603	3,9	138 248
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	9 497	10,7	8 580
Total de la Partie A — Fonctionnement	153 100	4,3	146 828
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	143 603	3,9	138 248
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	143 603	3,9	138 248
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	9 132	11,2	8 215
Infrastructure	365	-	365
Total de la Partie A — Fonctionnement	153 100	4,3	146 828
Partie B — Investissements en immobilisations			
25. Immobilisations			
Actif général	7 500	30,3	5 754
Infrastructure	-	-	1 700
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	7 500	0,6	7 454
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties	67 500	-	67 500

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			145 419
Transfert venant de :			
- Agriculture			50
- Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme			186
- Crédits d'autorisation			1 350
Transfert allant à :			
- Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme			(177)
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>146 828</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
Partie A — Fonctionnement				
25.1	1.	Administration et finances	8 129	7 463
		Haute direction, planification et orientation des politiques et des programmes du ministère, ainsi que supervision de leur mise en œuvre. Direction et coordination à l'échelle du ministère en ce qui a trait à la planification stratégique et à l'élaboration de politiques, et prestation de services financiers et de technologies de l'information dans le but d'aider le ministère et les organismes connexes. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et la supervision du budget.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 232	1 173
		2) Autres dépenses	105	105
		Sous-total b)	1 337	1 278
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 426	2 277
		2) Autres dépenses	484	175
		Sous-total c)	2 910	2 452
	d)	Consultation et élaboration collaborative des politiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 275	2 177
		2) Autres dépenses	1 558	1 508
		Sous-total d)	3 833	3 685

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
25.2	2.	Partenariats économiques avec les Autochtones.	18 051	17 802
		Soutien à l'inclusion complète des collectivités et des entreprises autochtones dans tous les aspects de l'économie manitobaine grâce à une collaboration fructueuse avec les Premières Nations, les Métis, les Inuits et les organismes partenaires dans le but de faire croître l'économie en élaborant des initiatives de participation et d'éducation économiques.		
		Coordination d'un processus constructif de mobilisation auprès des collectivités autochtones. Mise en œuvre cohérente des politiques de la Couronne en matière de consultation afin de respecter les obligations du Manitoba à cet égard lorsque les décisions du gouvernement peuvent avoir une incidence sur les droits des Autochtones ou les droits issus d'un traité.		
		Mise en œuvre des éléments territoriaux, financiers et coopératifs des accords de règlement signés avec les collectivités autochtones, notamment les droits fonciers issus de traités, les accords de règlement sur les répercussions des projets hydroélectriques, les consultations Couronne-Autochtones, les négociations d'accords de règlement et les autres accords fonciers et sur l'autonomie gouvernementale. Direction et soutien des négociations dans le cadre des propositions de nouveaux règlements.		
	a)	Développement de l'entreprise autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 228	1 097
		2) Autres dépenses	2 028	2 028
		3) Subventions	8 364	8 364
		Sous-total a)	11 620	11 489
	b)	Consultation et accords		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 684	1 566
		2) Autres dépenses	4 747	4 747
		Sous-total b)	6 431	6 313

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
25.3	3.	Gérance des ressources naturelles	34 697	34 165
		Soutient la gérance responsable des ressources naturelles du Manitoba, notamment les poissons, les forêts, la faune et les tourbières. Veille à l'administration et à la gestion des terres domaniales.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	375	363
		2) Autres dépenses	105	105
		Sous-total a)	480	468
	b)	Forêts et tourbières		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 613	5 335
		2) Autres dépenses	5 426	8 584
		3) Subventions	1 077	1 077
		Sous-total b)	12 116	14 996
	c)	Terres		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 411	2 132
		2) Autres dépenses	3 868	3 774
		Sous-total c)	6 279	5 906
	d)	Faune		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 836	4 123
		2) Autres dépenses	3 642	2 651
		3) Subventions	173	173
		Sous-total avant les sommes récupérées	8 651	6 947
		4) Autres dépenses	(45)	(45)
		Total des sommes récupérées	(45)	(45)
		Sous-total d)	8 606	6 902
	e)	Pêche		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 510	3 164
		2) Autres dépenses	3 706	2 729
		Sous-total e)	7 216	5 893

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
25.4	4.	Conservation et lutte contre les incendies échappés	82 726	78 818
		La Division de la conservation et de la lutte contre les incendies échappés comprend le Service des agents de conservation et la Direction de la lutte contre les incendies échappés. Elle assure la sécurité du public et la protection des ressources naturelles du Manitoba et offre des programmes relatifs aux incendies échappés (préparation, prévention, atténuation) ainsi que des services d'extinction de ceux-ci.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	514	433
		2) Autres dépenses	100	100
		Sous-total a)	614	533
	b)	Service des agents de conservation		
		1) Salaires et avantages sociaux	18 523	17 612
		2) Autres dépenses	6 941	6 799
		Sous-total b)	25 464	24 411
	c)	Lutte contre les incendies échappés		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 608	11 175
		2) Autres dépenses	30 108	28 767
		Sous-total c)	42 716	39 942
	d)	Extinction des incendies échappés		
		1) Autres dépenses	13 932	13 932
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	9 497	8 580
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	9 132	8 215
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	293	293
		2) Charge de désactualisation	72	72
		Sous-total b)	365	365

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET FUTURITÉS AUTOCHTONES (25), suite				
Partie B — Investissements en immobilisations				
25.5	25.	Immobilisations	7 500	7 454
		<i>Actif général</i> : couvre les coûts d'acquisition de matériel et de bâtiments.		
		<i>Infrastructure</i> : construction relative à l'infrastructure et à d'autres projets connexes.		
	a)	Actif général	7 500	5 754
	b)	Infrastructure	-	1 700
Partie C — Prêts et garanties				
25.6	25.	Programmes de prêts et de garanties	67 500	67 500
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Fonds de développement économique local	67 500	67 500

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Commission de la fonction publique	31 739	3,0	30 803
Total de la Partie A — Fonctionnement	31 739	3,0	30 803
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	31 739	3,0	30 803
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	31 739	3,0	30 803
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	31 739	3,0	30 803

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	30 803
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	30 803

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
------------	-------------	----------	-------------------------------	-------------------------------

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite

Partie A — Fonctionnement

17.1	1.	Commission de la fonction publique	31 739	30 803
		<i>Haute direction</i> : offre des services de gestion et d'orientation des politiques de la Commission, et conseille le gouvernement sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines.		
		<i>Services de soutien aux ressources humaines</i> : offre des conseils et du soutien aux ministères et aux organismes du gouvernement dans les secteurs du recrutement et de la sélection, du personnel et des relations de travail, des salaires et des avantages sociaux, de l'apprentissage et du perfectionnement professionnel, du soutien à l'emploi, et de la conception et de l'élaboration organisationnelles.		
		<i>Relations avec la main-d'œuvre</i> : offre du soutien et des conseils stratégiques quant aux relations avec les employés et les syndicats; négocie et administre les conventions collectives pour le gouvernement du Manitoba afin de favoriser des relations de travail positives et collaboratives avec les syndicats; et administre le programme d'évaluation des emplois de la fonction publique et le programme de rémunération totale, y compris les avantages sociaux du personnel. Soutient en outre les processus de retour au travail et d'adaptation, les initiatives de sécurité et de prévention des blessures, et les mesures de soutien psychologique favorisant le bien-être des employés.		
		<i>Expérience des employés</i> : offre des services ciblés aux membres de la fonction publique afin de favoriser les comportements attendus, l'acquisition de compétences et de connaissances, la promotion du bien-être et la création de lieux de travail inclusifs et accessibles dans lesquels le personnel est suffisamment outillé et soutenu pour réaliser son plein potentiel.		
		<i>Services stratégiques et ministériels</i> : offre à la Commission de la fonction publique des services centraux de coordination pour la planification stratégique et la gestion de projets, l'analyse de données sur la main-d'œuvre et l'établissement de rapports à ce sujet, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de dispositions législatives et de politiques relatives à la main-d'œuvre fondées sur des données probantes. Coordonne les services administratifs et répond aux demandes d'information de première ligne concernant les ressources humaines, les salaires et les avantages sociaux ainsi que les politiques et les programmes.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	776	775
		2) Autres dépenses	87	56
		Sous-total a)	863	831
	b)	Services de soutien aux ressources humaines		
		1) Salaires et avantages sociaux	13 086	12 641
		2) Autres dépenses	1 209	1 209
		Sous-total avant les sommes récupérées	14 295	13 850
		3) Autres dépenses	(157)	(157)
		Total des sommes récupérées	(157)	(157)
		Sous-total b)	14 138	13 693
	c)	Relations avec la main-d'œuvre		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 776	6 408
		2) Autres dépenses	954	954
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 730	7 362
		3) Autres dépenses	(129)	(129)
		Total des sommes récupérées	(129)	(129)
		Sous-total c)	7 601	7 233
	d)	Expérience des employés		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 387	4 356
		2) Autres dépenses	1 223	1 223
		Sous-total avant les sommes récupérées	5 610	5 579
		3) Salaires et avantages sociaux	(678)	(642)
		4) Autres dépenses	(163)	(163)
		Total des sommes récupérées	(841)	(805)
		Sous-total d)	4 769	4 774
	e)	Services stratégiques et ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 001	3 905
		2) Autres dépenses	367	367
		Sous-total e)	4 368	4 272

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Gestion financière et stratégique	4 260	13,4	3 758
2. Programmes d'immobilisations	12 254	44,2	8 495
3. Gestion des immobilisations	128 830	5,9	121 649
4. Achats et chaîne d'approvisionnement	26 013	(15,2)	30 693
5. Protection du consommateur	16 999	6,0	16 030
Sous-total	188 356	4,3	180 625
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	46 361	45,6	31 852
Total de la Partie A — Fonctionnement	234 717	10,5	212 477
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	188 356	4,3	180 625
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	188 356	4,3	180 625
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	46 361	45,6	31 852
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	234 717	10,5	212 477
Partie B — Investissements en immobilisations			
8. Immobilisations			
Actif général	80 000	(16,2)	95 421
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	80 000	(16,2)	95 421
Dépenses législatives	10 000	-	10 000
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	90 000	(14,6)	105 421

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026.			206 359
Transfert allant à :			
- Relations avec les municipalités et le Nord.			(2 717)
- Transport et Infrastructure.			(265)
- Recettes – Droits et autres recettes.			9 100
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>212 477</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
Partie A — Fonctionnement				
8.1	1.	Gestion financière et stratégique	4 260	3 758
		Haute direction, planification et soutien administratif pour le ministère, notamment l'orientation financière, stratégique et programmatique, et service partagé pour le ministère de l'Innovation et des Nouvelles technologies. Gestion des initiatives d'amélioration continue qui optimisent les processus internes et renforcent le cadre de contrôle financier du ministère. Prestation de services d'assurance au gouvernement.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	864	932
		2) Autres dépenses	37	36
		Sous-total b)	901	968
	c)	Politiques stratégiques et amélioration continue		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 116	865
		2) Autres dépenses	74	72
		Sous-total c)	1 190	937
	d)	Services administratifs, analytiques et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 975	1 673
		2) Autres dépenses	145	132
		Sous-total d)	2 120	1 805

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
8.2	2.	Programmes d'immobilisations.....	12 254	8 495
		Élabore et tient à jour un plan général pluriannuel relatif aux projets d'immobilisations; exécute et gère les projets d'immobilisations ministériels conformément au plan d'immobilisations approuvé; met en œuvre et supervise l'utilisation de méthodes novatrices de livraison et de financement des projets.		
	a)	Planification et exécution des projets d'immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	11 533	10 086
		2) Autres dépenses	3 690	4 928
		Sous-total avant les sommes récupérées	15 223	15 014
		3) Autres dépenses	(2 969)	(6 519)
		Total des sommes récupérées	(2 969)	(6 519)
		Sous-total a)	12 254	8 495
8.3	3.	Gestion des immobilisations.....	128 830	121 649
		Gère les immobilisations actuelles du gouvernement, fournit des services d'entretien pour les immobilisations détenues, offre des services immobiliers au gouvernement et supervise la cession de biens immobiliers et fonciers.		
	a)	Gestion des immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	29 387	26 849
		2) Autres dépenses	119 503	117 280
		Sous-total avant les sommes récupérées	148 890	144 129
		3) Autres dépenses	(20 060)	(22 480)
		Total des sommes récupérées	(20 060)	(22 480)
		Sous-total a)	128 830	121 649

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
8.4	4.	Achats et chaîne d'approvisionnement	26 013	30 693
		Gestion de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, notamment les appels d'offres publics, le perfectionnement de la gestion des catégories au sein des ministères chargés des opérations fondamentales du gouvernement et du secteur parapublic, la gestion des contrats et des programmes ainsi que les activités d'entreposage et de distribution. Gestion et actualisation du manuel relatif à l'administration des achats, administration des systèmes d'achat, analyse des données concernant les achats et supervision de l'entrepôt manitobain pour les interventions d'urgence.		
		<i>Gestion du parc automobile</i> : offre des services de parc automobile aux ministères et aux organismes connexes du gouvernement du Manitoba.		
	a)	Centre d'excellence en approvisionnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 460	7 767
		2) Autres dépenses	1 124	3 610
		Sous-total a)	9 584	11 377
	b)	Gestion du parc automobile		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 133	7 418
		2) Autres dépenses	78 988	83 007
		Sous-total avant les sommes récupérées	87 121	90 425
		3) Autres dépenses	(70 692)	(71 109)
		Total des sommes récupérées	(70 692)	(71 109)
		Sous-total b)	16 429	19 316
	c)	Organisme chargé de la distribution du matériel	-	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
8.5	5.	Protection du consommateur	16 999	16 030
		La Division de la protection du consommateur soutient et protège les intérêts des consommateurs, des propriétaires d'entreprise, des locateurs et des locataires, entre autres, en appliquant les dispositions législatives et en fournissant des services qui touchent la vie quotidienne de la population du Manitoba. La Division mène des enquêtes et facilite la résolution de conflits entre consommateurs et entreprises; applique les lois et les règlements qui touchent la protection du consommateur, y compris concernant la délivrance de licences aux prêteurs, aux démarcheurs et aux agences de recouvrement; applique les lois et les règlements qui touchent la location à usage d'habitation, y compris concernant la médiation et le règlement des différends entre les locataires et les locateurs, et entend les appels à ce sujet; vient en aide aux personnes qui interjettent appel des décisions rendues par la Société d'assurance publique du Manitoba en matière d'indemnisation des accidents de la route, et entend les appels à ce sujet; supervise les registres des titres fonciers et des biens personnels; délivre des certificats d'identité de base aux personnes admissibles et enregistre les données de l'état civil.		
	a)	Administration et recherche		
		1) Salaires et avantages sociaux	929	843
		2) Autres dépenses	250	249
		Sous-total a)	1 179	1 092
	b)	Office de la protection du consommateur		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 831	1 688
		2) Autres dépenses	425	422
		3) Subventions	113	113
		Sous-total b)	2 369	2 223
	c)	Direction de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 198	4 888
		2) Autres dépenses	812	607
		Sous-total c)	6 010	5 495
	d)	Bureau des conseillers des demandeurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	843	987
		2) Autres dépenses	99	107
		Sous-total d)	942	1 094
	e)	Commission d'appel des accidents de la route		
		1) Salaires et avantages sociaux	991	923
		2) Autres dépenses	156	155
		Sous-total e)	1 147	1 078

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
	f)	Commission de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	816	767
		2) Autres dépenses	131	111
		Sous-total f)	947	878
	g)	Bureau du registraire général		
		1) Salaires et avantages sociaux	350	311
		2) Autres dépenses	85	85
		Sous-total g)	435	396
	h)	Bureau de l'état civil		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 807	2 622
		2) Autres dépenses	1 163	1 152
		Sous-total h)	3 970	3 774
	i)	Tuteur et curateur public	-	-
	j)	Entreprenariat Manitoba	-	-
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	46 361	31 852
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	45 387	30 878
		2) Charge de désactualisation	1 858	1 858
		Sous-total avant les sommes récupérées	47 245	32 736
		3) Amortissement	(884)	(884)
		Total des sommes récupérées	(884)	(884)
		Sous-total a)	46 361	31 852

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
PRESTATION DES SERVICES PUBLICS (8), suite				
Partie B — Investissements en immobilisations				
8.6	8.	Immobilisations	80 000	95 421
		Acquisition de matériel et de biens corporels, projets majeurs de construction et de rénovation de bâtiments, et achat de véhicules pour le parc automobile du gouvernement du Manitoba.		
	a)	Actif général		
		1) Projets d'immobilisations centralisés	56 000	55 421
		2) Gestion du parc automobile	24 000	40 000
		Sous-total a)	80 000	95 421
D.L.	8.1	Immobilisations (dépenses législatives)	10 000	10 000
		Restauration du palais législatif et de ses terrains.		
	a)	Actif général		
		1) Projets de restauration et de préservation du palais législatif marquant son centenaire	10 000	10 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances	71 981	1,5	70 890
2. Subventions et services communautaires	18 987	5,2	18 045
3. Documentation et information	3 797	14,2	3 326
Sous-total	94 765	2,7	92 261
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
4. Coûts liés aux immobilisations	10	100,0	5
Total de la Partie A — Fonctionnement	94 775	2,7	92 266
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	94 765	2,7	92 261
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	94 765	2,7	92 261
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	10	100,0	5
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	94 775	2,7	92 266

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026.			91 775
Transfert venant de :			
- Ressources naturelles et Futurités autochtones.			177
- Crédits d'autorisation.			500
Transfert allant à :			
- Ressources naturelles et Futurités autochtones.			(186)
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>92 266</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
Partie A — Fonctionnement				
14.1	1.	Administration et finances	71 981	70 890
		Planification, gestion et contrôle des politiques et des programmes du ministère. Services financiers, administratifs et de technologies de l'information centralisés.		
		Assure le fonctionnement du Bureau du lieutenant-gouverneur, du Bureau du protocole et de l'envoyé spécial pour les affaires militaires et de la Direction des politiques et des programmes.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 064	1 016
		2) Autres dépenses	89	89
		Sous-total b)	1 153	1 105
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	990	962
		2) Autres dépenses	463	185
		Sous-total c)	1 453	1 147
	d)	Bureau du lieutenant-gouverneur		
		1) Salaires et avantages sociaux	485	468
		2) Autres dépenses	112	112
		Sous-total d)	597	580
	e)	Protocole et envoyé spécial pour les affaires militaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	370	353
		2) Autres dépenses	193	193
		Sous-total e)	563	546
	f)	Politiques et programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 401	1 392
		2) Autres dépenses	182	149
		3) Subventions	66 583	65 923
		Sous-total f)	68 166	67 464

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
14.2	2.	Subventions et services communautaires	18 987	18 045
		Fournit des services et des subventions pour aider diverses collectivités de toute la province à accéder aux activités culturelles et sportives, à les découvrir, à assurer leur pérennité et à les célébrer chez elles. Soutient le travail de plus de 900 partenaires annuellement, par l'intermédiaire de la Direction des services de bibliothèques publiques, de la Direction des subventions communautaires et du Secrétariat des affaires multiculturelles. Privilégie les programmes relatifs au patrimoine et aux bibliothèques ainsi que les festivals et les manifestations sportives; favorise les partenariats entre le gouvernement et les communautés ethnoculturelles; soutient la vitalité et le bien-être des collectivités de la province.		
	a)	Ressources historiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 434	1 374
		2) Autres dépenses	181	162
		3) Subventions	1 542	1 542
		Sous-total a)	3 157	3 078
	b)	Subventions communautaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 267	1 241
		2) Autres dépenses	219	219
		3) Subventions	2 558	2 522
		Sous-total b)	4 044	3 982
	c)	Services de bibliothèques publiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	555	535
		2) Autres dépenses	470	484
		3) Subventions	9 748	9 048
		Sous-total c)	10 773	10 067
	d)	Secrétariat des affaires multiculturelles		
		1) Salaires et avantages sociaux	286	191
		2) Autres dépenses	57	57
		3) Subventions	670	670
		Sous-total d)	1 013	918

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE, PATRIMOINE ET TOURISME (14), suite				
14.3	3.	Documentation et information	3 797	3 326
		Offre des programmes et des services conformément à la Loi sur les archives et la tenue de dossiers et à la Loi sur la Bibliothèque de l'Assemblée législative.		
	a)	Archives du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 004	2 846
		2) Autres dépenses	1 009	771
		Sous-total avant les sommes récupérées	4 013	3 617
		3) Autres dépenses	(1 220)	(1 220)
		Total des sommes récupérées	(1 220)	(1 220)
		Sous-total a)	2 793	2 397
	b)	Bibliothèque de l'Assemblée législative		
		1) Salaires et avantages sociaux	826	758
		2) Autres dépenses	178	171
		Sous-total b)	1 004	929
D.N.V.	4.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	10	5
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	10	5

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances et administration	3 750	4,1	3 601
2. Services ministériels	9 169	(65,2)	26 339
3. Projets d'immobilisations pour l'infrastructure	4 915	(13,0)	5 652
4. Gestion du transport	162 584	(2,2)	166 189
5. Division de l'ingénierie et de la technique	26 383	(19,9)	32 928
6. Gestion des urgences	9 124	0,9	9 039
Sous-total	215 925	(11,4)	243 748
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations	334 520	9,6	305 299
Total de la Partie A — Fonctionnement	550 445	0,3	549 047
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	215 925	(11,4)	243 748
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	215 925	(11,4)	243 748
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	7 575	(1,1)	7 656
Infrastructure	326 945	9,8	297 643
Total de la Partie A — Fonctionnement	550 445	0,3	549 047
Partie B — Investissements en immobilisations			
15. Immobilisations			
Actif général	10 750	2,4	10 500
Infrastructure	594 500	1,7	584 500
Total de la Partie B — Investissements en immobilisations	605 250	1,7	595 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
---------	-------------------------------	---	--------------------------------

TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite

* Conciliation (milliers de \$)

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	548 782
Transfert venant de :	
- Prestation des services publics	265
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	549 047

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
Partie A — Fonctionnement				
15.1	1.	Finances et administration	3 750	3 601
		Haute direction, planification financière, contrôle financier et soutien administratif général du ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	49	48
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 288	1 138
		2) Autres dépenses	78	84
		Sous-total b)	1 366	1 222
	c)	Finances et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 022	1 982
		2) Autres dépenses	313	349
		Sous-total c)	2 335	2 331
15.2	2.	Services ministériels	9 169	26 339
		Soutien centralisé fourni au ministère pour assurer la prestation efficace des programmes et l'utilisation appropriée des ressources ministérielles, notamment en supervisant les stratégies, les politiques, les communications, les technologies de l'information ainsi que la santé et la sécurité au travail. Dirige l'élaboration de dispositions législatives, d'initiatives réglementaires, de stratégies, de politiques, de plans et de programmes visant à gérer, à protéger et à bâtir l'infrastructure de façon durable dans la province. Promeut des activités de mobilisation et des consultations constructives auprès des nations autochtones concernant divers projets et initiatives, favorisant ainsi les partenariats qui font progresser la réconciliation avec les peuples autochtones et qui renforcent les relations avec ceux-ci.		
	a)	Planification et soutien stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	747	738
		2) Autres dépenses	83	346
		3) Subventions	83	17 733
		Sous-total a)	913	18 817

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
	b)	Innovation et technologie		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 230	2 158
		2) Autres dépenses	1 086	454
		Sous-total b)	3 316	2 612
	c)	Santé et sécurité		
		1) Salaires et avantages sociaux	805	793
		2) Autres dépenses	64	70
		Sous-total c)	869	863
	d)	Politiques et mesures législatives		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 737	1 713
		2) Autres dépenses	116	126
		Sous-total d)	1 853	1 839
	e)	Communications		
		1) Salaires et avantages sociaux	808	784
		2) Autres dépenses	58	63
		Sous-total e)	866	847
	f)	Conseils et commissions		
		1) Salaires et avantages sociaux	370	376
		2) Autres dépenses	45	49
		Sous-total f)	415	425
	g)	Relations avec les peuples autochtones		
		1) Salaires et avantages sociaux	879	873
		2) Autres dépenses	58	63
		Sous-total g)	937	936

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.3	3.	Projets d'immobilisations pour l'infrastructure.	4 915	5 652
		Planification et gestion des programmes d'immobilisations du ministère et des projets connexes afin que le réseau d'infrastructure stratégique soit optimisé de façon à soutenir la croissance économique, le commerce et le tourisme au Manitoba. Élaboration, mise en œuvre et supervision de l'utilisation de méthodes novatrices de livraison et de financement des projets d'immobilisations.		
	a)	Stratégie d'immobilisations et soutien		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 068	1 061
		2) Autres dépenses	127	137
		3) Subventions	65	65
		Sous-total a)	1 260	1 263
	b)	Planification des immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 704	1 580
		2) Autres dépenses	196	212
		Sous-total b)	1 900	1 792
	c)	Appels d'offres et contrats		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 022	924
		2) Autres dépenses	176	191
		Sous-total c)	1 198	1 115
	d)	Centre d'excellence chargé des projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 053	3 002
		2) Autres dépenses	289	313
		Sous-total d)	3 342	3 315
	e)	Grands projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 106	4 025
		2) Autres dépenses	891	1 017
		Sous-total e)	4 997	5 042
	f)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(7 182)	(6 647)
		2) Autres dépenses	(600)	(228)
		Sous-total f)	(7 782)	(6 875)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.4	4.	Gestion du transport	162 584	166 189
		Veille à la supervision des activités de construction, d'inspection, de préservation, d'entretien et d'exploitation des réseaux routiers et des routes d'hiver de la province. Supervise le programme lié aux aéroports et au service de traversiers du Nord et assure l'accès aux services essentiels par voie de transport pour les populations du Nord. Favorise la sécurité et l'efficacité de l'industrie des transports routiers du Manitoba par la mise en œuvre et l'application de règlements.		
	a)	Services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	821	790
		2) Autres dépenses	225	266
		3) Subventions	2	2
		Sous-total a)	1 048	1 058
	b)	Opérations régionales		
		1) Salaires et avantages sociaux	59 139	57 051
		2) Autres dépenses	89 075	91 002
		Sous-total b)	148 214	148 053
	c)	Routes d'hiver		
		1) Salaires et avantages sociaux	414	400
		2) Autres dépenses	11 645	11 731
		Sous-total c)	12 059	12 131
	d)	Aéroports et service de traversiers du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 281	9 725
		2) Autres dépenses	7 358	7 953
		3) Subventions	160	160
		Sous-total d)	16 799	17 838
	e)	Réglementation des transporteurs routiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 717	4 582
		2) Autres dépenses	900	973
		Sous-total e)	5 617	5 555
	f)	Permis et sécurité des transporteurs routiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 603	1 552
		2) Autres dépenses	1 188	1 284
		Sous-total f)	2 791	2 836
	g)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(22 919)	(20 257)
		2) Autres dépenses	(1 025)	(1 025)
		Sous-total g)	(23 944)	(21 282)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.5	5.	Division de l'ingénierie et de la technique	26 383	32 928
		Offre des services de génie et des services environnementaux pour soutenir les programmes d'infrastructure routière et hydraulique dans toute la province. Supervise les activités de construction, d'inspection, de conservation, d'entretien et d'exploitation de l'infrastructure des ponts et des éléments de régularisation des eaux dans la province. Fournit des services de prévisions hydrologiques pour communiquer de l'information exacte aux programmes de prévision des crues, d'opérations de régularisation des eaux et de gestion de l'eau. Offre des compétences techniques en matière de réseaux de transport routier, ce qui comprend la planification, la conception, le contrôle de la circulation routière, la sécurité routière et l'assurance de la qualité pour les projets de construction de routes.		
	a)	Services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 402	2 348
		2) Autres dépenses	101	128
		3) Subventions	47	30
		Sous-total a)	2 550	2 506
	b)	Génie routier		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 096	13 431
		2) Autres dépenses	8 713	9 462
		Sous-total b)	22 809	22 893
	c)	Génie et exploitation hydrauliques		
		1) Salaires et avantages sociaux	18 937	17 893
		2) Autres dépenses	9 407	10 836
		Sous-total c)	28 344	28 729
	d)	Prévisions hydrologiques et gestion de l'eau		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 297	3 047
		2) Autres dépenses	4 717	6 339
		Sous-total d)	8 014	9 386
	e)	Services environnementaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 094	2 015
		2) Autres dépenses	171	207
		Sous-total e)	2 265	2 222
	f)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(24 325)	(20 930)
		2) Autres dépenses	(13 274)	(11 878)
		Sous-total f)	(37 599)*	(32 808)

* Une partie des dépenses associées à ce programme est comprise dans le budget des immobilisations pour 2026-2027.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.6	6.	Gestion des urgences	9 124	9 039
		Supervise et coordonne la gestion des urgences provinciales, y compris l'atténuation, la préparation, les mesures d'intervention et le rétablissement après une catastrophe.		
	a)	Planification et soutien stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	797	766
		2) Autres dépenses	126	136
		3) Subventions	16	16
		Sous-total a)	939	918
	b)	Préparation et mesures d'intervention		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 593	2 474
		2) Autres dépenses	345	373
		Sous-total b)	2 938	2 847
	c)	Rétablissement et atténuation		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 262	1 226
		2) Autres dépenses	506	569
		Sous-total c)	2 768	1 795
	d)	Urgences diverses liées à l'infrastructure		
		1) Autres dépenses	3 479	3 479
	e)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(1 000)	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	334 520	305 299
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	7 575	7 656
	b)	Infrastructure — Routes provinciales		
	1)	Amortissement	312 546	286 194
	c)	Infrastructure — Aéroports et service de traversiers du Nord		
	1)	Amortissement	1 722	1 406
	d)	Infrastructure — Ressources hydriques		
	1)	Amortissement	12 677	10 043
<hr/>				
Partie B — Investissements en immobilisations				
15.7	15.	Immobilisations	605 250	595 000
		Acquisition d'actifs généraux et d'infrastructure.		
		<i>Actif général</i> : acquisition de matériel et construction de bâtiments.		
		<i>Infrastructure</i> : construction et amélioration des routes, des ponts, des pistes d'atterrissage des aéroports et des ouvrages de régularisation des eaux de la province.		
	a)	Actif général	10 750	10 500
	b)	Infrastructure		
	1)	Infrastructure routière	525 000	515 000
	2)	Immobilisations liées aux aéroports et au service de traversiers du Nord	13 500	9 500
	3)	Immobilisations liées à la gestion des ressources hydriques	56 000	60 000
		Sous-total b)	594 500	584 500

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
CRÉDITS D'AUTORISATION (26)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Rajustements liés aux services internes, éventualités et financement de durée limitée	230 628	(13,8)	267 482
2. Fonds du Plan vert et de réduction du carbone	40 000	-	40 000
Total de la Partie A — Fonctionnement	270 628	(12,0)	307 482
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	270 628	(12,0)	307 482
Subventions en capital	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	270 628	(12,0)	307 482
Partie B — Investissements en immobilisations			
Total de la Partie B — Immobilisations — Rajustements liés aux services internes et éventualités	141 325	(5,8)	150 000
Partie C — Prêts et garanties			
Total de la Partie C — Prêts et garanties — Rajustements liés aux services internes et éventualités	325 000	-	325 000
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables			
Total de la Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables — Rajustements liés aux services internes, éventualités et financement de durée limitée	776 765	212,0	249 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A — Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2025-2026			595 731
Transfert allant à :			
- Assemblée législative			(500)
- Conseil exécutif			(527)
- Éducation postsecondaire et Formation			(4 500)
- Éducation et Apprentissage de la petite enfance			(4 200)
- Familles			(4 000)
- Finances			(5 000)
- Santé, Aînés et Soins de longue durée			(227 009)
- Logement, Lutte contre les dépendances et Lutte contre l'itinérance			(14 213)
- Innovation et Nouvelles technologies			(4 000)
- Justice			(22 250)
- Travail et Immigration			(200)
- Ressources naturelles et Futurités autochtones			(1 350)
- Sport, Culture, Patrimoine et Tourisme			(500)
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)			<u>307 482</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
Partie A — Fonctionnement				
26.1	1.	Rajustements liés aux services internes, éventualités et financement de durée limitée	230 628	267 482
		Couvre les imprévus et les éventualités qu'on ne pouvait raisonnablement prévoir pendant la préparation du budget ou son application au cours de l'exercice financier. Les imprévus comprennent les situations pendant l'exercice qui n'auraient pas pu être raisonnablement prévues pendant la préparation du budget.		
		Les éventualités comprennent les situations qui pouvaient être prévues, mais avec insuffisamment de certitude pour faire une estimation raisonnable des coûts budgétaires, ou dont les coûts finaux dépendent d'une décision attendue du gouvernement.		
		Financement additionnel des postes prévus dans d'autres rubriques pour le coût estimé des différentes initiatives relatives à la main-d'œuvre, des initiatives à durée limitée, des rajustements liés aux services internes et des autres coûts pouvant être attribuables à des modifications de la prestation ou de la conception d'un programme. En outre, couvre les coûts éventuels des rajustements liés aux salaires ou aux avantages sociaux du personnel des ministères qui ne sont pas compris dans les crédits des ministères.		
	a)	Éventualités et imprévus		
	1)	Autres dépenses	164 128	201 082
	b)	Fonds des initiatives économiques stratégiques		
	1)	Autres dépenses	40 000	50 000
	c)	Fonds catalyseur de Churchill Plus		
	1)	Autres dépenses	10 000	-
	d)	Soutien à la transition du Manitoba Institute of Trades and Technology au Collège Polytechnique Red River		
	1)	Autres dépenses	100	-
	e)	Programme de développement international		
	1)	Subventions	1 250	1 250
	f)	Rajustements liés aux services internes		
	1)	Salaires et avantages sociaux	15 150	15 150

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
26.2	2.	Fonds du Plan vert et de réduction du carbone.....	40 000	40 000
		Élaboration et mise en œuvre de projets se rapportant à l'innovation environnementale, à la réduction du carbone et au changement climatique.		
	a)	Fonds vert et climatique		
	1)	Autres dépenses	40 000	40 000
Partie B — Investissements en immobilisations				
26.3	26.	Immobilisations – Rajustements liés aux services internes et éventualités	141 325	150 000
		Couvre les événements et les situations qu'on ne pouvait raisonnablement prévoir pendant la préparation du budget ou son application au cours de l'exercice financier, y compris l'inflation et les autres hausses de prix.		
		Les éventualités comprennent les situations qui pouvaient être prévues, mais avec insuffisamment de certitude pour faire une estimation raisonnable des coûts budgétaires, ou dont les coûts finaux dépendent d'une décision attendue du gouvernement.		
		Financement des investissements en immobilisations à durée limitée dans l'infrastructure pour les services sociaux et les interventions en cas de catastrophe.		
		Financement des investissements en immobilisations à durée limitée dans le secteur de la garde d'enfants au sein de nouvelles écoles.		
		Financement des investissements en immobilisations à durée limitée pour la planification des ressources organisationnelles et pour d'autres programmes liés aux technologies de l'information.		
	a)	Éventualités	22 000	17 858
	b)	Investissements en immobilisations à durée limitée dans l'infrastructure	29 525	132 142
	c)	Immobilisations liées à la garde d'enfants	20 000	-
	d)	Planification des ressources organisationnelles et autres programmes de technologies de l'information	69 800	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
Partie C — Prêts et garanties				
26.4	26.	Prêts et garanties — Rajustements liés aux services internes et éventualités. .	325 000	325 000
		Couvre les imprévus et les éventualités qu'on ne pouvait raisonnablement prévoir pendant la préparation du budget ou son application au cours de l'exercice financier. Les imprévus comprennent les situations pendant l'exercice qui n'auraient pas pu être raisonnablement prévues pendant la préparation du budget.		
		Les éventualités comprennent les situations qui pouvaient être prévues, mais avec insuffisamment de certitude pour faire une estimation raisonnable des coûts budgétaires, ou dont les coûts finaux dépendent d'une décision attendue du gouvernement.		
		Financement d'un programme de garanties de prêts pour favoriser la production d'énergie éolienne en partenariat avec les Premières Nations et les Métis.		
	a)	Éventualités	25 000	25 000
	b)	Programme de garanties de prêts pour les Autochtones	300 000	300 000
Partie D — Investissements en immobilisations des autres entités comptables				
26.5	26.	Investissements en immobilisations des autres entités comptables — Rajustements liés aux services internes, éventualités et financement de durée limitée.	776 765	249 000
		Couvre les événements et les situations qu'on ne pouvait raisonnablement prévoir pendant la préparation du budget ou son application au cours de l'exercice financier, y compris l'inflation et les autres hausses de prix.		
		Les éventualités comprennent les situations qui pouvaient être prévues, mais avec insuffisamment de certitude pour faire une estimation raisonnable des coûts budgétaires, ou dont les coûts finaux dépendent d'une décision attendue du gouvernement.		
		Financement des investissements en immobilisations à durée limitée dans le système de santé, le secteur de la garde d'enfants, les écoles et les sociétés d'État.		
	a)	Éventualités	20 000	20 500
	b)	Expansion de la capacité dans le système de santé — financement de durée limitée	20 000	85 000
	c)	Immobilisations liées à la garde d'enfants	115 665	125 400
	d)	Investissements en immobilisations à durée limitée dans l'infrastructure	21 100	18 100
	e)	Réserve pour les immobilisations de la Régie de l'hydro-électricité du Manitoba — financement de durée limitée	600 000	-

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
URGENCES DIVERSES (27)			
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Urgences diverses	50 000	-	50 000
Total de la Partie A — Fonctionnement	50 000	-	50 000
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	50 000	-	50 000
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	50 000	-	50 000
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A — Fonctionnement	50 000	-	50 000

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement	
Budget des dépenses publié de 2025-2026	50 000
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	50 000

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
URGENCES DIVERSES (27), suite				
Partie A — Fonctionnement				
27.1	1.	Urgences diverses	50 000	50 000
		Dépenses entraînées par les feux de forêt, les inondations et autres désastres naturels; dépenses liées aux interventions en cas d'urgences environnementales; aide aux personnes sinistrées et autres dépenses connexes.		
	a)	Urgences diverses		
	1)	Autres dépenses	50 000	50 000

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
ALLÈGEMENTS FISCAUX (33)			
Partie A — Fonctionnement (dépenses législatives)			
1. Remboursement de taxes scolaires	75 500	18,9	63 500
Partie A — Fonctionnement (dépenses non votées)			
2. Crédits d'impôt (dépenses non votées)	209 531	(4,4)	219 075
Partie A — Fonctionnement (crédits à voter)			
3. Allègements fiscaux, frais et autres coûts	464 194	16,6	398 260
Total de la Partie A — Fonctionnement	749 225	10,0	680 835
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	464 194	16,6	398 260
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	464 194	16,6	398 260
Dépenses législatives	75 500	18,9	63 500
Dépenses non votées	209 531	(4,4)	219 075
Total de la Partie A — Fonctionnement	749 225	10,0	680 835

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A — Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2025-2026	680 835
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	680 835

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
ALLÈGEMENTS FISCAUX (33), suite				
Partie A — Fonctionnement				
D.L.	1.	Remboursement de taxes scolaires (dépenses législatives)	75 500	63 500
		Remboursement de taxes scolaires.		
	a)	Remboursement de taxes scolaires		
	1)	Autres dépenses	75 500	63 500
D.N.V.	2.	Crédits d'impôt (dépenses non votées)	209 531	219 075
		Paiement des dépenses hors caisse liées aux crédits d'impôt du Manitoba.		
	a)	Crédit d'impôt pour l'édition		
	1)	Autres dépenses	770	750
	b)	Crédit d'impôt pour l'impression d'œuvres des industries culturelles		
	1)	Autres dépenses	840	810
	c)	Crédit d'impôt pour l'abordabilité visant les propriétaires		
	1)	Autres dépenses	6 260	11 350
	d)	Crédit d'impôt pour la production de films et de vidéos		
	1)	Autres dépenses	69 100	90 000
	e)	Crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs		
	1)	Autres dépenses	6 130	7 930
	f)	Crédit d'impôt pour l'abordabilité visant les locataires		
	1)	Autres dépenses	124 100	106 000
	g)	Aide en matière de taxes scolaires		
	1)	Autres dépenses	21	25
	h)	Remboursement de la taxe scolaire pour les personnes âgées		
	1)	Autres dépenses	2 000	1 930
	i)	Crédit d'impôt pour frais d'enseignement		
	1)	Autres dépenses	310	280
33.1	3.	Allègements fiscaux, frais et autres coûts	464 194	398 260
		Paiement des dépenses de trésorerie, des frais liés aux impôts et aux taxes et des autres coûts.		
	a)	Paiement anticipé du crédit d'impôt pour l'abordabilité visant les propriétaires		
	1)	Autres dépenses	461 530	396 000
	b)	Frais relatifs à l'administration fédérale et autres coûts		
	1)	Autres dépenses	2 664	2 260

CRÉDITS	2026-2027 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2025-2026	2025-2026 (milliers de \$)*
DETTE PUBLIQUE (31)			
Partie A — Fonctionnement (dépenses législatives)			
1. Dette publique (dépenses législatives)	2 118 023	1,2	2 092 414
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 118 023	1,2	2 092 414
Sommaire de la Partie A — Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	-	-	-
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	-	-	-
Dépenses législatives	2 118 023	1,2	2 092 414
Total de la Partie A — Fonctionnement	2 118 023	1,2	2 092 414

*** Conciliation**
(milliers de \$)

Partie A — Fonctionnement	
Budget des dépenses publié de 2025-2026	2 092 414
Budget des dépenses de 2025-2026 (après rajustement)	2 092 414

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2026-2027 (milliers de \$)	2025-2026 (milliers de \$)
DETTE PUBLIQUE (31), suite				
Partie A — Fonctionnement				
D.L.	1.	Dettes publiques (dépenses législatives).....	2 118 023	2 092 414
		Paiement des frais d'intérêts et des dépenses connexes relatifs à la dette publique du Manitoba.		
	a)	Intérêts sur la dette publique du Manitoba et dépenses connexes		
	1)	Autres dépenses	2 435 957	2 337 067
	b)	Intérêts sur les fonds spéciaux et en fiducie		
	1)	Autres dépenses	47 700	42 050
	c)	Moins : Récupération des intérêts auprès d'autres organismes.....		
		gouvernementaux		
	1)	Autres dépenses	(365 634)	(286 703)